



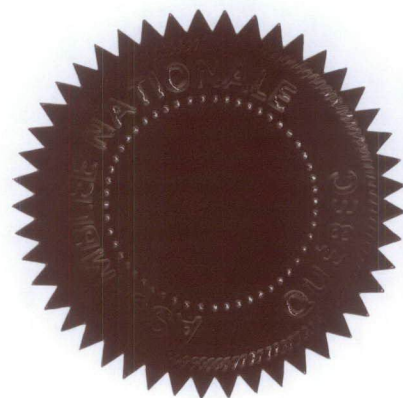
TRENTE-SEPTIÈME LÉGISLATURE - DEUXIÈME SESSION

Commission des finances publiques

PROCÈS-VERBAUX

Séances des 1^{er}, 4, 5, 7 et 8 décembre 2006

Étude détaillée du projet de loi n° 53,
Loi sur la gouvernance des sociétés d'État et
modifiant diverses dispositions législatives
(Texte adopté avec des amendements)



1. 107/11

107/11

*

PROCÈS-VERBAL

Commission des finances publiques

Première séance, le vendredi 1^{er} décembre 2006

Mandat : Étude détaillée du projet de loi n° 53, *Loi sur la gouvernance des sociétés d'État et modifiant diverses dispositions législatives*. (Ordre de l'Assemblée, le 29 novembre 2006)

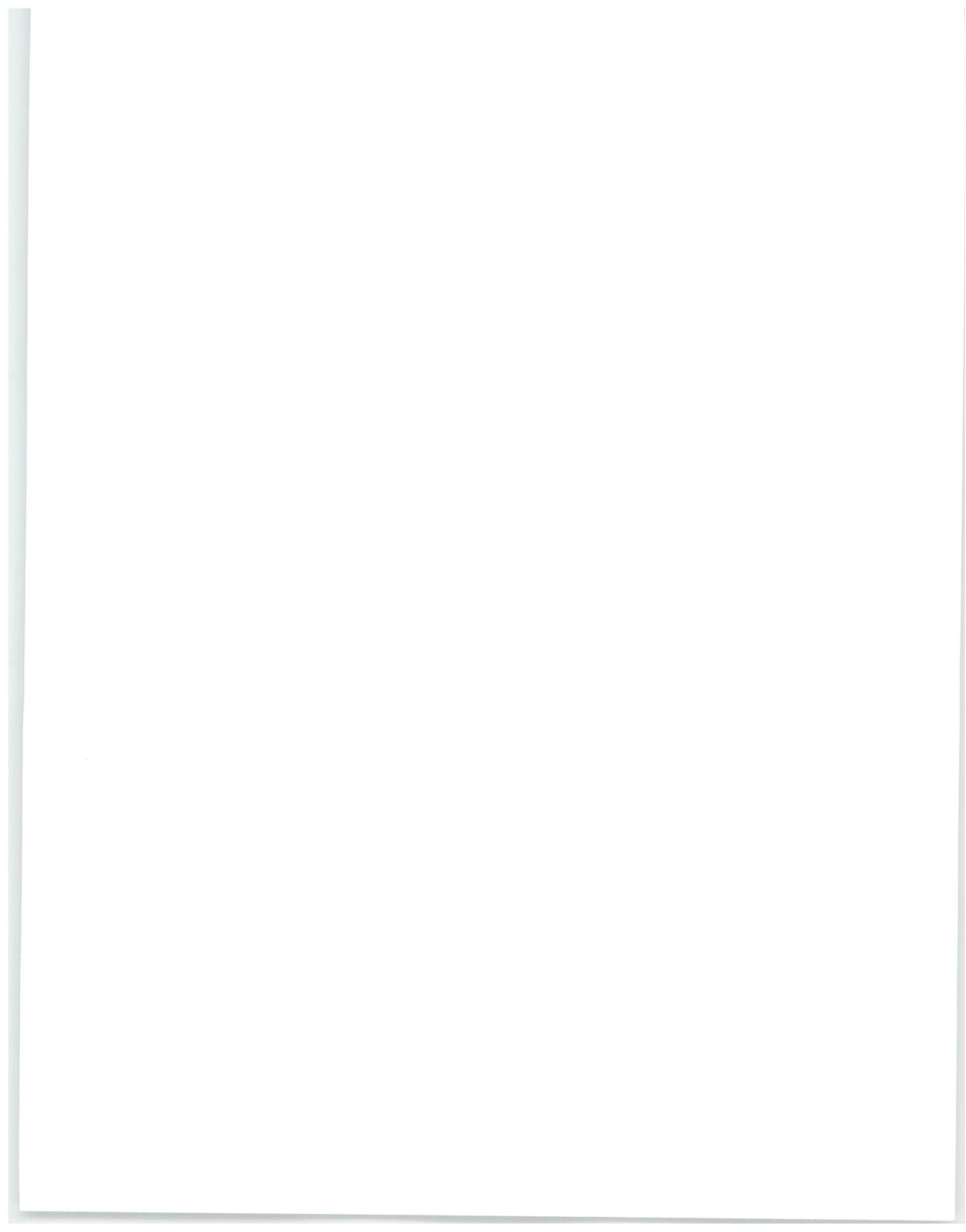
Membres présents :

- M. Hamad (Louis-Hébert), président de la Commission
- M. Audet (Laporte), ministre des Finances
- M. Bernier (Montmorency)
- M. Blackburn (Roberval) en remplacement de M. Tomassi (LaFontaine)
- Mme Dionne-Marsolais (Rosemont) en remplacement de M. Bertrand (Charlevoix)
- M. Gabias (Trois-Rivières)
- M. Legault (Rousseau), porte-parole de l'opposition officielle en matière de développement économique et de finances
- M. Lelièvre (Gaspé)
- M. Moreau (Marguerite-D'Youville)
- M. Paquet (Laval-des-Rapides)
- Mme Perreault (Chauveau) en remplacement de Mme Charest (Matane)
- M. Picard (Chutes-de-la-Chaudière)
- M. Simard (Richelieu) en remplacement de Mme Beaudoin (Mirabel)

Autre participant :

- M^e Robert Aubry, Direction des Affaires juridiques, ministère des Finances

La Commission se réunit à 11 h 34 sous la présidence de M. Moreau (Marguerite-D'Youville), membre de la Commission.



ORGANISATION DES TRAVAUX

M. le président donne lecture du mandat de la Commission.

M. le secrétaire informe la Commission des remplacements.

REMARQUES PRÉLIMINAIRES

MM Audet (Laporte), Legault (Rousseau), Simard (Richelieu), Picard (Chutes-de-la-Chaudière) et Mme Dionne-Marsolais (Rosemont) formulent des remarques préliminaires.

ÉTUDE DÉTAILLÉE

Article 1 : Un débat s'engage.

M. Simard (Richelieu) soulève une question de règlement et mentionne que le ministre n'a pas un droit de réplique aux remarques préliminaires de l'opposition officielle.

Décision : M. le président mentionne que la règle applicable est celle de la pertinence prévue à l'article 211 du Règlement et que celle-ci doit être interprétée largement.

Le débat se poursuit.

À 13 heures, la Commission suspend ses travaux jusqu'à 15 heures.

À 15 h 05, la Commission reprend ses travaux sous la présidence de M. Bernier (Montmorency), membre de la Commission.

Le débat se poursuit.

Avec la permission de M. le président, M. Audet (Laporte) dépose le document coté CFP-176 (annexe III)

Le débat se poursuit.

Un député de l'opposition officielle soulève une question de règlement après que le ministre ait affirmé que celui-ci est à la base d'un scandale.

Décision : M. le président déclare les propos non parlementaires et demande au député de les retirer, ce qui est fait.

Le débat se poursuit.

M. Simard (Richelieu) propose l'amendement coté Am a (annexe II).

Un débat s'engage.

À 17 h 30, il est convenu de suspendre les travaux jusqu'à 20 heures afin que les membres de la Commission puissent prendre connaissance d'amendements proposés par M. Legault (Rousseau).

À 20 h 33, la Commission reprend ses travaux sous la présidence de M Hamad (Louis-Hébert), président de la Commission.

ÉTUDE DÉTAILLÉE (suite)

Article 1 (suite) : Il est convenu de suspendre l'étude de l'article 1 et de son amendement.

Article 2 : Un débat s'engage.

M. Legault (Rousseau) propose l'amendement coté Am b (annexe II).

Un débat s'engage.

Il est convenu de permettre à M^e Aubry de prendre la parole.

Le débat se poursuit.

Il est convenu de suspendre l'étude de l'article 2 et de son amendement.

Articles 3 et 4 : Après débat, les articles 3 et 4 sont adoptés.

Articles 5 et 6 : Les articles 5 et 6 sont adoptés.

Articles 7 à 12 : Après débat, les articles 7 à 12 sont adoptés.

Article 12.1 : M. Legault (Rousseau) propose l'amendement coté Am c (annexe II).

Un débat s'engage.

Il est convenu de suspendre l'étude de l'amendement introduisant le nouvel article 12.1.

Article 13 : Après débat, l'article 13 est adopté.

Article 14 : Il est convenu de suspendre l'étude de l'article 14.

Article 15 : M. Audet (Laporte) propose l'amendement coté Am d (annexe II).

Un débat s'engage.

Il est convenu de retirer l'amendement.

M. Legault (Rousseau) propose l'amendement coté Am e (annexe II).

Après débat, l'amendement est adopté.

À 22 h 20, la Commission reprend ses travaux après une suspension de 21 minutes.

Il est convenu de retirer l'amendement coté Am e (annexe II), adopté précédemment.

M. Legault (Rousseau) propose l'amendement coté Am 1 (annexe I).

L'amendement est adopté.

Il est convenu de suspendre l'étude de l'article 15, amendé.

Article 16 : M. Audet (Laporte) propose l'amendement coté Am 2 (annexe I).

L'amendement est adopté.

L'article 16, amendé, est adopté.

Articles 17 et 18 : Les articles 17 et 18 sont adoptés.

Article 19 : Après débat, l'article 19 est adopté.

Articles 20 et 21 : Les articles 20 et 21 sont adoptés.

Article 22 : M. Legault (Rousseau) propose l'amendement coté Am 3 (annexe I).

Après débat, l'amendement est adopté.

L'article 22, amendé, est adopté.

Article 23 : L'article 23 est adopté.

Article 24 : Il est convenu de suspendre l'étude de l'article 24.

Articles 25 et 26 : Les articles 25 et 26 sont adoptés.

Articles 27 à 30 : Après débat, les articles 27 à 30 sont adoptés.

Article 30.1 : M. Legault (Rousseau) propose l'amendement coté Am f (annexe II).

Un débat s'engage.

Il est convenu de suspendre l'étude de l'amendement introduisant l'article 30.1.

Articles 31 et 32 : Les articles 31 et 32 sont adoptés.

Article 32.1 : M. Legault (Rousseau) propose l'amendement coté Am g (annexe II).

Un débat s'engage.

Il est convenu de suspendre l'étude de l'amendement introduisant l'article 32.1.

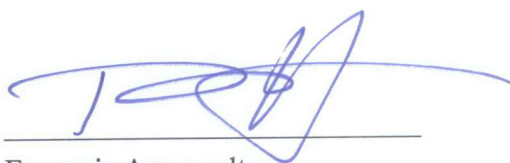
Article 33 : Après débat, l'article 33 est adopté.

Article 34 : Un débat s'engage.

À minuit, la Commission ajourne ses travaux au lundi 4 décembre 2006 à 15 heures.

Le secrétaire de la Commission,

Le président de la Commission,

A stylized, handwritten signature in blue ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke.

François Arsenault

A handwritten signature in blue ink that reads "Sam Hamad" in a cursive style.

Sam Hamad

FA/dh

Québec, le 1^{er} décembre 2006

PROCÈS-VERBAL

Commission des finances publiques

Deuxième séance, le lundi 4 décembre 2006

Mandat : Étude détaillée du projet de loi n° 53, *Loi sur la gouvernance des sociétés d'État et modifiant diverses dispositions législatives*. (Ordre de l'Assemblée, le 29 novembre 2006)

Membres présents :

- M. Hamad (Louis-Hébert), président de la Commission
- M. Audet (Laporte), ministre des Finances
- M. Bernier (Montmorency)
- Mme Charest (Matane)
- M. Gabias (Trois-Rivières)
- M. Legault (Rousseau), porte-parole de l'opposition officielle en matière de développement économique et de finances
- M. Moreau (Marguerite-D'Youville)
- M. Paquet (Laval-des-Rapides)
- M. Picard (Chutes-de-la-Chaudière)
- M. Simard (Richelieu) en remplacement de M. Bertrand (Charlevoix)
- M. Tomassi (LaFontaine)

La Commission se réunit à 15 h 08 sous la présidence de M. Hamad (Louis-Hébert), président de la Commission.

ORGANISATION DES TRAVAUX

M. le président donne lecture du mandat de la Commission.

M. le secrétaire informe la Commission du remplacement.

ÉTUDE DÉTAILLÉE (suite)

Article 34 (suite) : Le débat se poursuit.

M. Simard (Richelieu) propose l'amendement coté Am h (annexe II).

Après débat, l'amendement est mis aux voix. À la demande de M. Legault (Rousseau), M. le secrétaire procède à l'appel nominal.

Pour : M. Legault (Rousseau) et M. Simard (Richelieu) - 2.

Contre : M. Audet (Laporte), M. Bernier (Montmorency), M. Moreau (Marguerite-D'Youville), M. Paquet (Laval-des-Rapides) et M. Tomassi (LaFontaine) - 5.

Abstention : M. Hamad (Louis-Hébert) - 1.

L'amendement est rejeté.

L'article 34 est adopté à la majorité des voix.

Article 35 : M. Audet (Laporte) propose l'amendement coté Am i (annexe I).

Après débat, il est convenu de suspendre l'étude de l'amendement et de l'article 35.

Article 36 : M. Audet (Laporte) propose l'amendement coté Am 4 (annexe I).

Après débat, l'amendement est adopté.

L'article 36, amendé, est adopté.

Article 37 : Un débat s'engage.

M. Audet (Laporte) propose l'amendement coté Am 5 (annexe I).

L'amendement est adopté.

L'article 37, amendé, est adopté.

Article 38 : Après débat, l'article 38 est adopté.

Article 39 : Un débat s'engage.

À 18 heures, la Commission suspend ses travaux jusqu'à 20 heures.

À 20 h 05, la Commission reprend ses travaux.

Article 39 (suite) : Après débat, l'article 39 est adopté.

Article 40 : Après débat, l'article 40 est adopté.

Article 41 : Un débat s'engage.

M. Legault (Rousseau) propose l'amendement coté Am j (annexe II).

Un débat s'engage.

À 21 h 01, après une suspension de cinq minutes, la Commission reprend ses travaux.

Il est convenu de permettre à M. Legault (Rousseau) de retirer l'amendement coté Am j (annexe II).

M. Audet (Laporte) propose l'amendement coté Am 6 (annexe I).

Après débat, l'amendement est adopté.

M. Legault (Rousseau) propose l'amendement coté Am k (annexe II).

À 21 h 14, après une suspension de sept minutes, la Commission reprend ses travaux.

Après débat, il est convenu de suspendre l'étude de l'amendement et de l'article 41.

Articles 42 et 43 : Après débat, les articles 42 et 43 sont adoptés.

Article 44 : Après débat, l'article 44 est adopté.

Article 44.1 : M. Audet (Laporte) propose l'amendement coté Am 7 (annexe I).

L'amendement est adopté et le nouvel article 44.1 est adopté.

Articles 45 et 46 : Après débat, les articles 45 et 46 sont adoptés.

Article 47 : M. Audet (Laporte) propose l'amendement coté Am 8 (annexe I).

Après débat, l'amendement est adopté à la majorité des voix.

L'article 47, amendé, est adopté à la majorité des voix.

Article 48 : M. Legault (Rousseau) propose l'amendement coté Am 1 (annexe II).

À 22 h 33, après une suspension de 26 minutes, la Commission reprend ses travaux.

Un débat s'engage.

M. Moreau (Marguerite-D'Youville) indique que ses propos ont été déformés et donne, en vertu de l'article 212, des explications sur le discours qu'il a prononcé.

Après débat, l'amendement Am 1 est rejeté.

L'article 48 est adopté à la majorité des voix.

Article 49 : Après débat, l'article 49 est adopté.

Article 50 : L'article 50 est adopté.

Article 51 : M. Audet (Laporte) propose l'amendement coté Am 9 (annexe I).

Un débat s'engage.

À 23 h 59, la Commission ajourne ses travaux sine die.

Le secrétaire suppléant de la Commission,

Le président de la Commission,



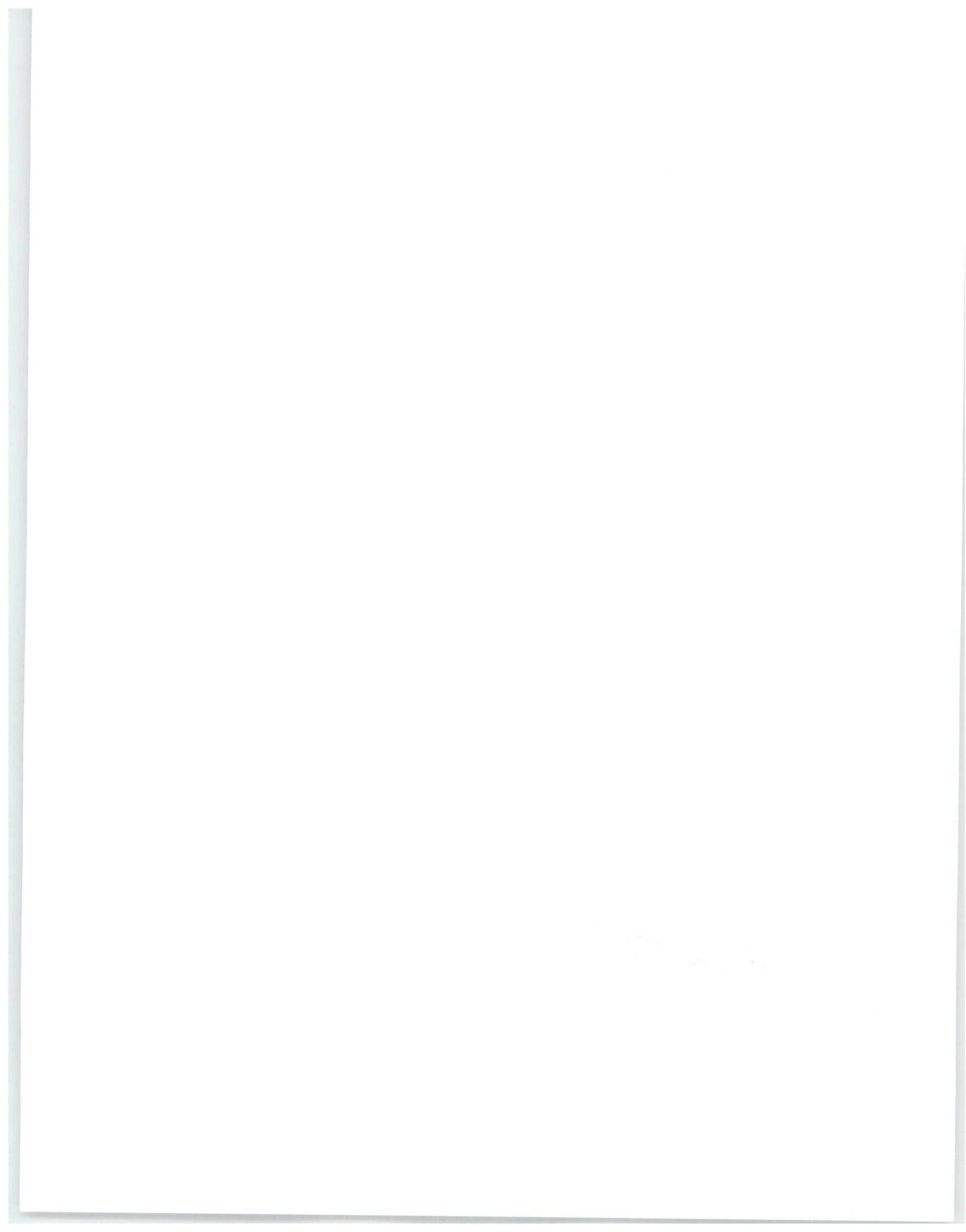
Yannick Vachon



Sam Hamad

YV/ssst

Québec, le 5 décembre 2006



PROCÈS-VERBAL

Commission des finances publiques

Troisième séance, le mardi 5 décembre 2006

Mandat : Étude détaillée du projet de loi n° 53, *Loi sur la gouvernance des sociétés d'État et modifiant diverses dispositions législatives*. (Ordre de l'Assemblée, le 29 novembre 2006)

Membres présents :

- M. Hamad (Louis-Hébert), président de la Commission
- M. Audet (Laporte), ministre des Finances
- M. Bernier (Montmorency)
- Mme Charest (Matane)
- M. Gabias (Trois-Rivières)
- M. Legault (Rousseau), porte-parole de l'opposition officielle en matière de développement économique et de finances
- M. Lelièvre (Gaspé)
- M. Moreau (Marguerite-D'Youville)
- M. Paquet (Laval-des-Rapides)
- M. Simard (Richelieu) en remplacement de M. Bertrand (Charlevoix)

La Commission se réunit à 15 h 17 sous la présidence de M. Hamad (Louis-Hébert), président de la Commission.

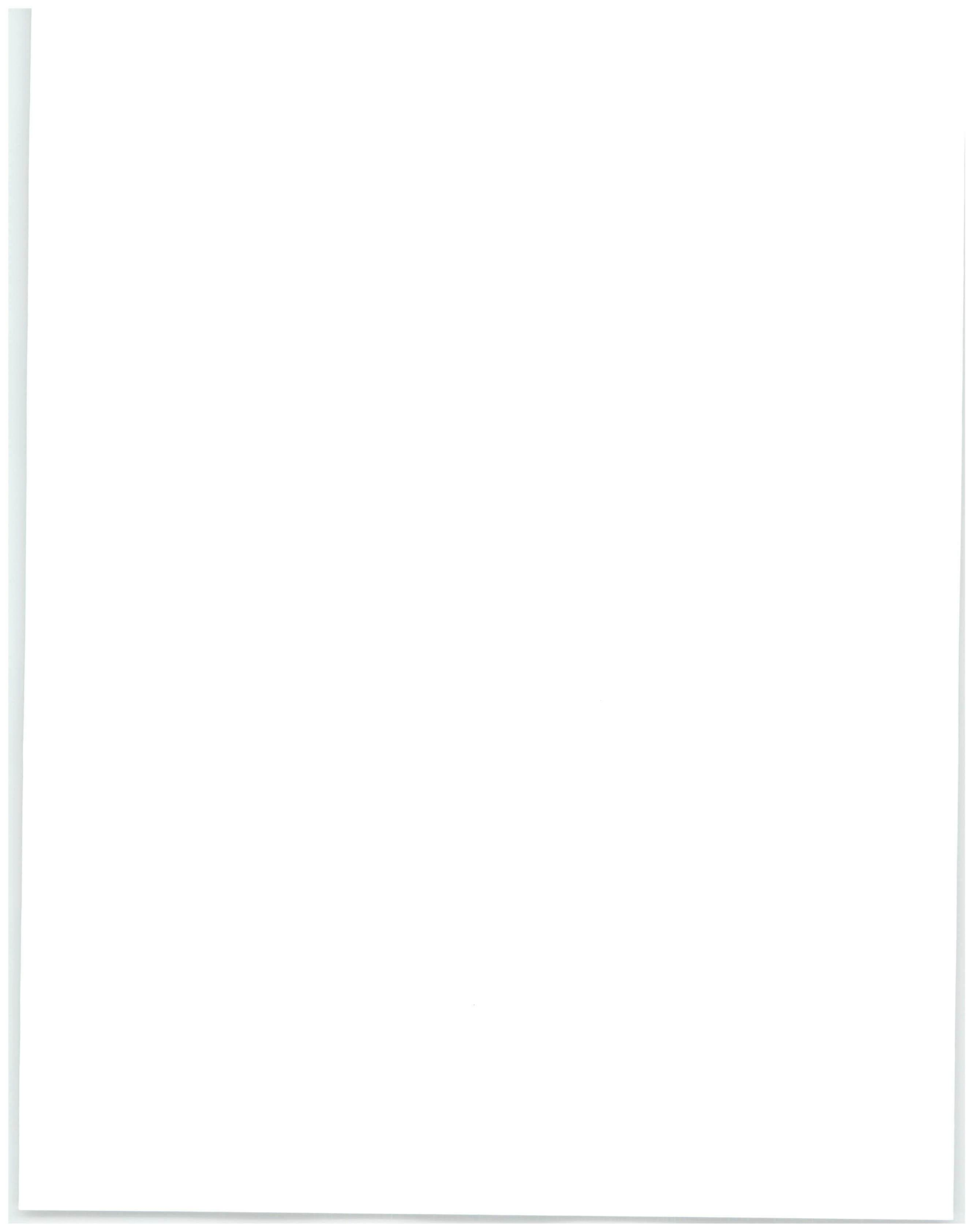
ORGANISATION DES TRAVAUX

M. le président donne lecture du mandat de la Commission.

M. le secrétaire informe la Commission du remplacement.

ÉTUDE DÉTAILLÉE (suite)

Article 51 (suite) : Le débat se poursuit sur l'amendement coté Am 9 (annexe I).



M. Legault (Rousseau) propose le sous-amendement coté Sam a (annexe II).

À 16 heures, après une suspension de six minutes, la Commission reprend ses travaux.

Un débat s'engage.

M. Bernier (Montmorency) remplace M. le président.

Le débat se poursuit.

M. Hamad (Louis-Hébert) reprend ses fonctions à la présidence.

Il est convenu de permettre à M. Legault (Rousseau) de retirer le sous-amendement coté Sam a (annexe II).

L'amendement est adopté.

M. Legault (Rousseau) propose l'amendement coté Am m (annexe II).

Après débat, l'amendement est mis aux voix. À la demande de M. Legault (Rousseau), M. le secrétaire procède à l'appel nominal.

Pour : M. Legault (Rousseau), M. Lelièvre (Gaspé) et M. Simard (Richelieu) - 3.

Contre : M. Audet (Laporte), M. Bernier (Montmorency), Mme Charest (Matane), M. Gabias (Trois-Rivières), M. Moreau (Marguerite-D'Youville) et M. Paquet (Laval-des-Rapides) - 6.

Abstention : M. Hamad (Louis-Hébert) - 1.

L'amendement est rejeté.

M. Legault (Rousseau) propose l'amendement coté Am n (annexe II).

Un débat s'engage.

À 17 h 58, la Commission suspend ses travaux jusqu'à 20 heures

À 20 h 17, la Commission reprend ses travaux.

Le débat se poursuit.

Un député du groupe parlementaire formant le gouvernement fait référence à des documents en sa possession. Un député de l'opposition demande au président à ce que les documents en question soient déposés.

À 22 h 34, après une suspension de 44 minutes, la Commission reprend ses travaux.

Décision : M. le président rappelle qu'en vertu de l'article 162, un document ne peut être déposé en commission qu'avec la permission de son président. Cet article n'a d'autre but que de donner au président le pouvoir d'accepter ou de refuser le dépôt d'un document ; toute la jurisprudence est à cet effet. L'article ne donne au président qu'un pouvoir permissif et ne lui permet pas d'exiger un dépôt.

M. le président rappelle aussi qu'un deuxième article du règlement traite du dépôt de documents; il s'agit de l'article 214 qui indique que lorsqu'un ministre cite, même en partie, un document, tout député peut lui demander de le déposer immédiatement. Le ministre doit s'exécuter, sauf s'il juge que cela serait contraire à l'intérêt public. À sa face même, cet article ne vise que les ministres. M. le président rappelle la décision du 3 décembre 2004, rendu par le président de la Commission des finances publiques, à l'effet que, lorsqu'un ministre cite, même en partie, un document, tout député peut lui demander de le déposer immédiatement et que le mot « ministre » ne s'entend pas au sens d' « adjoint parlementaire ». Ainsi, on ne peut exiger qu'un adjoint parlementaire dépose un document qu'il a cité. Conséquemment, M. le président conclue que si on ne peut l'exiger d'un adjoint parlementaire, a fortiori, on ne peut l'exiger d'un député.

Après débat, l'amendement est mis aux voix. À la demande de M. Legault (Rousseau), M. le secrétaire procède à l'appel nominal.

Pour : M. Legault (Rousseau), M. Lelièvre (Gaspé) et M. Simard (Richelieu) - 3.

Contre : M. Audet (Laporte), M. Bernier (Montmorency), M. Gabias (Trois-Rivières), M. Moreau (Marguerite-D'Youville) et M. Paquet (Laval-des-Rapides) - 5.

Abstention : M. Hamad (Louis-Hébert) - 1.

L'amendement est rejeté.

Le débat se poursuit.

M. Legault (Rousseau) propose l'amendement coté Am o (annexe II).

Un débat s'engage.

À 23 h 59, la Commission ajourne ses travaux sine die.

Le secrétaire suppléant de la Commission,

Le président de la Commission,


Yannick Vachon
Sam Hamad

YV/ssth

Québec, le 6 décembre 2006

PROCÈS-VERBAL

Commission des finances publiques

Quatrième séance, le jeudi 7 décembre 2006

Mandat : Étude détaillée du projet de loi n° 53, *Loi sur la gouvernance des sociétés d'État et modifiant diverses dispositions législatives*. (Ordre de l'Assemblée, le 29 novembre 2006)

Membres présents :

- M. Hamad (Louis-Hébert), président de la Commission
- M. Audet (Laporte), ministre des Finances
- M. Bernier (Montmorency)
- Mme Charest (Matane)
- M. Gabias (Trois-Rivières)
- M. Legault (Rousseau), porte-parole de l'opposition officielle en matière de développement économique et de finances
- M. Moreau (Marguerite-D'Youville)
- M. Paquet (Laval-des-Rapides)
- M. Simard (Richelieu) en remplacement de M. Bertrand (Charlevoix)

Autre participant :

- M. Jean Houde, sous-ministre, ministère des Finances

La Commission se réunit à 20 h 15 sous la présidence de M. Hamad (Louis-Hébert), président de la Commission.

ORGANISATION DES TRAVAUX

M. le président donne lecture du mandat de la Commission.

M. le secrétaire informe la Commission du remplacement.

ÉTUDE DÉTAILLÉE (suite)

Article 51 (suite) : Le débat se poursuit sur l'amendement coté Am o (annexe II).

Après débat, l'amendement est mis aux voix. À la demande de M. Legault (Rousseau), M. le secrétaire procède à l'appel nominal.

Pour : M. Legault (Rousseau) et M. Simard (Richelieu) – 2.

Contre : M. Audet (Laporte), M. Bernier (Montmorency), Mme Charest (Matane), M. Moreau (Marguerite-D'Youville) et M. Paquet (Laval-des-Rapides) – 5.

Abstention : M. Hamad (Louis-Hébert) – 1.

L'amendement est rejeté.

M. Legault (Rousseau) propose l'amendement coté Am p (annexe II).

Un débat s'engage.

Il est convenu de suspendre l'étude de l'amendement et de l'article 51.

Article 52 : L'article 52 est adopté.

Article 53 : Après débat, il est convenu de suspendre l'étude de l'article 53.

Articles 54 à 59 : Les articles 54 à 59 sont adoptés.

Article 60 : Après débat, M. Audet (Laporte) propose l'amendement coté Am 10 (annexe I).

L'amendement est adopté.

L'article 60, amendé, est adopté.

Articles 61 à 63 : Les articles 61 à 63 sont adoptés.

Article 64 : M. Audet (Laporte) propose l'amendement coté Am 11 (annexe I).

Après débat, l'amendement est adopté.

L'article 64, amendé, est adopté.

Article 65 : Après débat, il est convenu de suspendre l'étude de l'article 65.

Article 66 : L'article 66 est adopté.

Article 67 : Un débat s'engage.

Il est convenu de permettre à M. Houde de prendre la parole.

L'article 67 est adopté.

Article 68 : L'article 68 est adopté.

Article 69 : Après débat, l'article 69 est adopté.

À 22 h 33, après une suspension de 33 minutes, la Commission reprend ses travaux.

Article 70 : L'article 70 est adopté.

Article 71 : Après débat, il est convenu de suspendre l'étude de l'article 71.

Article 71.1 : M. Audet (Laporte) propose l'amendement coté Am 12 (annexe I).

L'amendement est adopté et le nouvel article 71.1 est adopté.

Article 72 : M. Audet (Laporte) propose l'amendement coté Am 13 (annexe I).

L'amendement est adopté.

L'article 72, amendé, est adopté.

Article 73 : M. Audet (Laporte) propose l'amendement coté Am 14 (annexe I).

L'amendement est adopté.

L'article 73, amendé, est adopté.

Articles 74 à 81 : Les articles 74 à 81 sont adoptés.

Article 82 : M. Audet (Laporte) propose l'amendement coté Am 15 (annexe I).

L'amendement est adopté.

L'article 82, amendé, est adopté.

Article 83 : L'article 83 est adopté.

Article 83.1 : M. Audet (Laporte) propose l'amendement coté Am 16 (annexe I).

L'amendement est adopté et le nouvel article 83.1 est adopté.

Articles 84 à 86 : Les articles 84 à 86 sont adoptés.

Article 87 : Après débat, l'article 87 est adopté.

Articles 88 et 89 : Les articles 88 et 89 sont adoptés.

Article 90 : Il est convenu de suspendre l'étude de l'article 90.

Articles 91 à 93 : Les articles 91 à 93 sont adoptés.

Article 94 : Après débat, l'article 94 est adopté.

Articles 95 à 98 : Les articles 95 à 98 sont adoptés.

Article 98.1 : M. Audet (Laporte) propose l'amendement coté Am 17 (annexe I).

L'amendement est adopté et le nouvel article 98.1 est adopté.

Article 99 : M. Audet (Laporte) propose l'amendement coté Am 18 (annexe I).

L'amendement est adopté.

L'article 99, amendé, est adopté.

Article 100 : M. Audet (Laporte) propose l'amendement coté Am 19 (annexe I).

L'amendement est adopté.

L'article 100, amendé, est adopté.

Articles 101 et 102 : Les articles 101 et 102 sont adoptés.

Article 103 : M. Audet (Laporte) propose l'amendement coté Am 20 (annexe I).

L'amendement est adopté.

Après débat, l'article 103, amendé, est adopté.

Article 104 : M. Audet (Laporte) propose l'amendement coté Am 21 (annexe I).

L'amendement est adopté.

L'article 104, amendé, est adopté.

Article 105 : Après débat, l'article 105 est adopté.

Article 106 : L'article 106 est adopté.

Article 106.1 : M. Audet (Laporte) propose l'amendement coté Am 22 (annexe I).

L'amendement est adopté et le nouvel article 106.1 est adopté.

Articles 107 à 111 : Les articles 107 à 111 sont adoptés.

Article 112 : M. Audet (Laporte) propose l'amendement coté Am 23 (annexe I).

L'amendement est adopté.

L'article 112, amendé, est adopté.

Article 113 : M. Audet (Laporte) propose l'amendement coté Am 24 (annexe I).

L'amendement est adopté.

Il est convenu de suspendre l'étude de l'article 113, amendé.

Articles 114 à 116 : Les articles 114 à 116 sont adoptés.

Article 117 : Après débat, il est convenu de suspendre l'étude de l'article 117.

Articles 118 à 120 : Les articles 118 à 120 sont adoptés.

Article 121 : M. Audet (Laporte) propose l'amendement coté Am 25 (annexe I).

L'amendement est adopté.

L'article 121, amendé, est adopté.

Articles 122 et 123 : Les articles 122 et 123 sont adoptés.

Article 124 : Il est convenu de suspendre l'étude de l'article 124.

Article 125 : L'article 125 est adopté.

Article 126 : Il est convenu de suspendre l'étude de l'article 126.

Article 126.1 : M. Audet (Laporte) propose l'amendement coté Am 26 (annexe I).

L'amendement est adopté et le nouvel article 126.1 est adopté.

Articles 127 à 129 : Les articles 127 à 129 sont adoptés.

Article 130 : Il est convenu de suspendre l'étude de l'article 130.

Article 131 : L'article 131 est adopté.

Article 132 : M. Audet (Laporte) propose l'amendement coté Am 27 (annexe I).

L'amendement est adopté.

L'article 132, amendé, est adopté.

Article 133 : M. Audet (Laporte) propose l'amendement coté Am 28 (annexe I).

L'amendement est adopté.

L'article 133, amendé, est adopté.

Article 134 : M. Audet (Laporte) propose l'amendement coté Am q (annexe II).

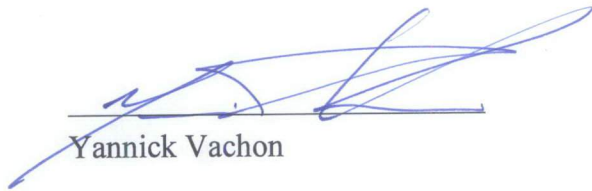
Il est convenu de suspendre l'étude de l'amendement et de l'article 134.

Article 135 : Un débat s'engage.

À 23 h 57, la Commission ajourne ses travaux sine die.

Le secrétaire suppléant de la Commission,

Le président de la Commission,



Yannick Vachon



Sam Hamad

YV/mct

Québec, le 8 décembre 2006

PROCÈS-VERBAL

Commission des finances publiques

Cinquième séance, le vendredi 8 décembre 2006

Mandat : Étude détaillée du projet de loi n° 53, *Loi sur la gouvernance des sociétés d'État et modifiant diverses dispositions législatives*. (Ordre de l'Assemblée, le 29 novembre 2006)

Membres présents :

- M. Hamad (Louis-Hébert), président de la Commission
- M. Audet (Laporte), ministre des Finances
- M. Bernier (Montmorency)
- Mme Charest (Matane)
- M. Gabias (Trois-Rivières)
- M. Legault (Rousseau), porte-parole de l'opposition officielle en matière de développement économique et de finances
- M. Moreau (Marguerite-D'Youville)
- M. Paquet (Laval-des-Rapides)
- M. Simard (Richelieu) en remplacement de M. Bertrand (Charlevoix)

Autre participant :

- M^e Robert Aubry, directeur des affaires juridiques, ministère des Finances

La Commission se réunit à 15 h 07 sous la présidence de M. Hamad (Louis-Hébert), président de la Commission.

ORGANISATION DES TRAVAUX

M. le président donne lecture du mandat de la Commission.

M. le secrétaire informe la Commission du remplacement.

ÉTUDE DÉTAILLÉE (suite)

Article 135 (suite) : Le débat se poursuit.

L'article 135 est adopté.

Article 136 : Il est convenu de suspendre l'étude de l'article 136.

Article 137 : M. Audet (Laporte) propose l'amendement coté Am 29 (annexe I).

Après débat, l'amendement est adopté.

L'article 137, amendé, est adopté.

Article 137.1 : M. Audet (Laporte) propose l'amendement coté Am 30 (annexe I).

L'amendement est adopté et le nouvel article 137.1 est adopté.

Article 138 : L'article 138 est adopté.

Articles 138.1, 138.2 et 138.3 : M. Audet (Laporte) propose l'amendement coté Am r (annexe II).

Après débat, il est convenu de suspendre l'étude de l'amendement.

Article 139 : M. Audet (Laporte) propose l'amendement coté Am 31 (annexe I).

Après débat, l'amendement est adopté.

L'article 139, amendé, est adopté.

Article 140 : M. Audet (Laporte) propose l'amendement coté Am 32 (annexe I).

L'amendement est adopté.

L'article 140, amendé, est adopté.

Article 141 : M. Audet (Laporte) propose l'amendement coté Am 33 (annexe I).

L'amendement est adopté.

L'article 141, amendé, est adopté.

Article 142 : M. Audet (Laporte) propose l'amendement coté Am 34 (annexe I).

L'amendement est adopté.

L'article 142, amendé, est adopté.

Article 143 : M. Audet (Laporte) propose l'amendement coté Am 35 (annexe I).

L'amendement est adopté.

L'article 143, amendé, est adopté.

Article 144 : M. Audet (Laporte) propose l'amendement coté Am 36 (annexe I).

L'amendement est adopté.

L'article 144, amendé, est adopté.

Article 145 : M. Audet (Laporte) propose l'amendement coté Am 37 (annexe I).

L'amendement est adopté.

L'article 145, amendé, est adopté.

Articles 145.1, 145.2, 145.3 et 145.4 : M. Audet (Laporte) propose l'amendement coté Am 38 (annexe I).

Il est convenu de permettre à M^e Aubry de prendre la parole.

Après débat, l'amendement est adopté et les nouveaux articles 145.1, 145.2, 145.3 et 145.4 sont adoptés.

Article 146 : M. Audet (Laporte) propose l'amendement coté Am 39 (annexe I).

L'amendement est adopté.

L'article 146, amendé, est adopté.

Article 147 : M. Audet (Laporte) propose l'amendement coté Am s (annexe II).

Après débat, l'amendement coté Am s est retiré.

Il est convenu de suspendre l'étude de l'article 147.

Article 138.1 : M. Audet (Laporte) propose l'amendement coté Am 40 (annexe I).

L'amendement est adopté et le nouvel article 138.1 est adopté.

Article 147 (suite) : Il est convenu de reprendre l'étude de l'article suspendue précédemment.

M. Audet (Laporte) propose l'amendement coté Am 41 (annexe I).

L'amendement est adopté.

L'article 147, amendé, est adopté.

À 17 h 22, après une suspension de 54 minutes, la Commission reprend ses travaux.

Articles 138.1, 138.2 et 138.3 (suite) : Il est convenu de reprendre l'étude de l'amendement coté Am r (annexe II) introduisant les articles 138.1, 138.2 et 138.3.

Il est convenu de permettre à M. Audet (Laporte) de retirer l'amendement coté Am r.

Articles 138.2 et 138.3 : M. Audet (Laporte) propose l'amendement coté Am 42 (annexe I).

L'amendement est adopté et les nouveaux articles 138.2 et 138.3 sont adoptés.

Article 15 (suite) : Il est convenu de reprendre l'étude de l'article 15 suspendue précédemment.

M. Legault (Rousseau) propose l'amendement coté Am 43 (annexe I).

Après débat, l'amendement est adopté.

L'article 15, amendé, est adopté.

Article 1 (suite) : Il est convenu de reprendre l'étude de l'article 1 et de l'amendement suspendue précédemment.

Il est convenu de permettre à M. Simard (Richelieu) de retirer l'amendement coté Am a (annexe II).

L'article 1 est adopté.

Article 2 (suite) : Il est convenu de permettre à M. Legault (Rousseau) de retirer l'amendement coté Am b (annexe II).

L'article 2 est adopté.

Article 12.1 (suite) : Il est convenu de permettre à M. Legault (Rousseau) de retirer l'amendement coté Am c (annexe II).

Articles 14 et 24 (suite) : Les articles 14 et 24 sont adoptés.

Article 30.1 (suite) : Il est convenu de permettre à M. Legault (Rousseau) de retirer l'amendement coté Am f (annexe II).

Article 32.1 (suite) : Il est convenu de permettre à M. Legault (Rousseau) de retirer l'amendement coté Am g (annexe II).

Article 35 (suite) : Il est convenu de permettre à M. Audet (Laporte) de retirer l'amendement coté Am i (annexe II).

L'article 35 est adopté.

Article 41 (suite) : Il est convenu de permettre à M. Legault (Rousseau) de retirer l'amendement coté Am k (annexe II).

L'article 41, amendé, est adopté.

Article 51 (suite) : Il est convenu de permettre à M. Legault (Rousseau) de retirer l'amendement coté Am p (annexe II).

Il est convenu de suspendre de nouveau l'étude de l'article 51.

Articles 53, 65 et 71 (suite) : Les articles 53, 65 et 71 sont adoptés.

Article 90 (suite) : Il est convenu de suspendre de nouveau l'étude de l'article 90.

Article 51 (suite) : Il est convenu de reprendre l'étude de l'article 51 suspendue précédemment.

M. Audet (Laporte) propose l'amendement coté Am 44 (annexe I).

L'amendement est adopté.

L'article 51, amendé, est adopté.

Article 90 (suite) : L'article 90 est adopté.

Article 113 (suite) : L'article 113, amendé, est adopté.

Articles 117, 124, 126 et 130 (suite) : Les articles 117, 124, 126 et 130 sont adoptés.

Article 134 (suite) : Après débat, l'amendement coté Am q est adopté et devient Am 45 (annexe I).

L'article 134, amendé, est adopté.

Article 136 (suite) : L'article 136 est adopté.

Article 13 (suite) : Il est convenu de reprendre l'étude de l'article 13 adopté précédemment.

Il est convenu de permettre à M^e Aubry de prendre la parole.

M. Audet (Laporte) propose l'amendement coté Am 46 (annexe I).

L'amendement est adopté.

L'article 13, amendé, est adopté.

Article 34 (suite) : Il est convenu de reprendre l'étude de l'article 34 adopté précédemment.

Il est convenu de permettre à M^e Aubry de prendre la parole.

M. Audet (Laporte) propose l'amendement coté Am 47 (annexe I).

L'amendement est adopté.

L'article 34, amendé, est adopté.

Article 35 (suite) : Il est convenu de reprendre l'étude de l'article 35 adopté précédemment.

Il est convenu de permettre à M^e Aubry de prendre la parole.

M. Audet (Laporte) propose l'amendement coté Am 48 (annexe I).

L'amendement est adopté.

L'article 35, amendé, est adopté.

L'annexe : L'annexe est adoptée.

Intitulés des titres, livres, chapitres, sections et sous-sections : Les intitulés des titres, livres, chapitres, sections et sous-sections sont adoptés.

Titre du projet de loi : Le titre du projet de loi est adopté.

Projet de loi n° 53 : Le texte du projet de loi n° 53, *Loi sur la gouvernance des sociétés d'État et modifiant diverses dispositions législatives*, amendé, est adopté.

Sur la motion de M. Audet (Laporte), la Commission recommande la renumérotation du projet de loi amendé.

REMARQUES FINALES

M. Legault (Rousseau) formule des remarques finales.

Il est convenu de poursuivre les travaux au-delà de l'heure prévue.

M. Audet (Laporte) formule des remarques finales.

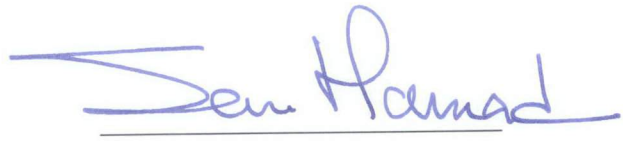
À 18 h 10, la Commission, ayant accompli son mandat, ajourne ses travaux sine die.

Le secrétaire suppléant de la Commission,

Le président de la Commission,



Yannick Vachon



Sam Hamad

YV/mct

Québec, le 11 décembre 2006

ANNEXE I

Amendements adoptés

ART. 15
Am 1

Projet de loi n° 53 - Loi sur la gouvernance des sociétés d'État et modifiant diverses dispositions législatives

AMENDEMENT

ARTICLE 15

1) Remplacer, dans les deuxième et troisième lignes du paragraphe 14°, les mots « du principal dirigeant et des employés » par les mots « des employés et des dirigeants ».

2) Insérer, après le paragraphe 14, le paragraphe suivant :

15° « Adopter des mesures d'évaluation de l'efficacité et de la performance de la société incluant l'étalonnage avec des entreprises similaires. ».

A Louti
Pr

Art. 16
AM 2

PROJET DE LOI N° 53

LOI SUR LA GOUVERNANCE DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT ET MODIFIANT
DIVERSES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

AMENDEMENT

ARTICLE 16

Remplacer l'article 16 du projet de loi par le suivant :

« 16. La société soumet à l'approbation du gouvernement la politique de rémunération variable visée aux paragraphes 11° et 14° de l'article 15.

A. Lortie
Pr

ART - 22

AM 3

Projet de loi n° 53 – Loi sur la gouvernance des sociétés d'État et
modifiant diverses dispositions législatives

AMENDEMENT

ARTICLE 22

Au paragraphe 3 de l'article 22 du projet de loi,
insérer après les mots « président-directeur général »
les mots « , ces profils doivent inclure une expérience
de gestion pertinente à la fonction ».

A l'art 22
PR

Art. 36
AH 4

Projet de loi n° 53 – Loi sur la gouvernance des sociétés d'État et
modifiant diverses dispositions législatives

AMENDEMENT

ARTICLE 36

Insérer, après le premier alinéa de l'article 36, l'alinéa
suivant :

« Le rapport doit également faire état des résultats de
l'application des mesures d'étalonnage adoptées par le
conseil d'administration ».

Adopté
44

AM 5
Art. 37

Appendant

Article 37

Supprimer, dans l'article 37 du projet de loi,
les mots «
, en outre, ».

Arti
44

Demande

Art. 41

Modifier l'article 41 du projet de loi par
d'insertion, après le premier alinéa, du suivant:

« Ce rapport contient une évaluation
sur l'efficacité et la performance, incluant des
mesures d'évaluation de la société
effectuée par une firme indépendante à la demande
du conseil d'administration. »

Adopté

AH7
A. 44.1

AM
a. 44.1 (9)

Projet de loi 53

**Loi sur la gouvernance des sociétés
d'État
et modifiant diverses dispositions
législatives**

Article 44.1

AMENDEMENT:

Insérer l'article suivant après l'article 44 :

44.1. L'article 9 de cette loi est modifié par le remplacement, dans le texte anglais, des mots «chairman of the board of directors» par les mots «chair of the board of directors».

Adopté

AM 8
Art. 47

PROJET DE LOI N° 53

LOI SUR LA GOUVERNANCE DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT ET MODIFIANT
DIVERSES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

AMENDEMENT

ARTICLE 47 (article 4)

À l'article 47 du projet de loi, modifier l'article 4 par le remplacement des mots
« neuf à quinze » par le nombre « 17 ».

Adopté
44

Projet de loi n° 53 – Loi sur la gouvernance des sociétés d'État et
modifiant diverses dispositions législatives

AMENDEMENT

ARTICLE 51 (7.2) (7.9)

À l'article 51 du projet de loi,

1° Remplacer dans les deuxième et troisième lignes du
paragraphe 14 ° de l'article 7.2, les mots « du principal
dirigeant et des employés » par les mots « des employés et
des dirigeants ».

2 ° insérer, après le paragraphe 14° de l'article 7.2, le
paragraphe suivant :

« 15° adopter des mesures d'évaluation de l'efficacité et de
la performance de la société incluant l'étalonnage avec des
entreprises similaires ».

3 ° insérer, à la fin du paragraphe 3° de l'article 7.9, la
phrase suivante :

« ces profils doivent inclure une expérience de gestion
pertinente à la fonction; ».

Adopté

Amendement

Article ~~59~~⁶⁰ (20.1)

A l'article ~~59~~ du projet de loi,
Insérer, après le premier alinéa de l'article 20.1,

l'alinéa suivant :

« Le rapport doit également faire état
des résultats de l'application des mesures d'étalonnage
adoptées par le conseil d'administration. ».

Adopté ✓

AM 11
Art. 64

PROJET DE LOI N° 53

**LOI SUR LA GOUVERNANCE DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT ET MODIFIANT
DIVERSES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES**

AMENDEMENT

ARTICLE 64 (article 21.5)

Supprimer, dans l'article 21.5 proposé par l'article 64 du projet de loi, les mots
« Ce rapport doit inclure une opinion sur la qualité des contrôles internes. ».

Adopté

Projet de loi 53

**Loi sur la gouvernance des sociétés
d'État
et modifiant diverses dispositions
législatives**

Article 71.1

AMENDEMENT:

Insérer l'article suivant après l'article 71 :

71.1. L'article 10 de cette loi est modifié par l'insertion, dans le texte anglais du premier alinéa et avant les mots «chief executive officer», des mots «president and».

Adopté

Projet de loi 53

**Loi sur la gouvernance des sociétés
d'État
et modifiant diverses dispositions
législatives**

Article 72

AMENDEMENT:

Remplacer l'article 72 par le suivant:

72. L'article 15 de cette loi est modifié :

1° par l'insertion, dans le texte anglais du premier alinéa et avant les mots «chief executive officer», des mots «president and»;

2° par la suppression, dans cet alinéa, des mots «le vice-président,».

Adopté

Projet de loi 53

**Loi sur la gouvernance des sociétés
d'État
et modifiant diverses dispositions
législatives**

Article 73

AMENDEMENT:

Remplacer l'article 73 par le suivant:

73. L'article 19 de cette loi est modifié :

- (1) par la suppression des premier et deuxième alinéas;
- (2) par l'insertion, dans le texte anglais du troisième alinéa et avant les mots «chief executive officer», des mots «president and».

Adopté u

AM15
A1.82

PROJET DE LOI N° 53

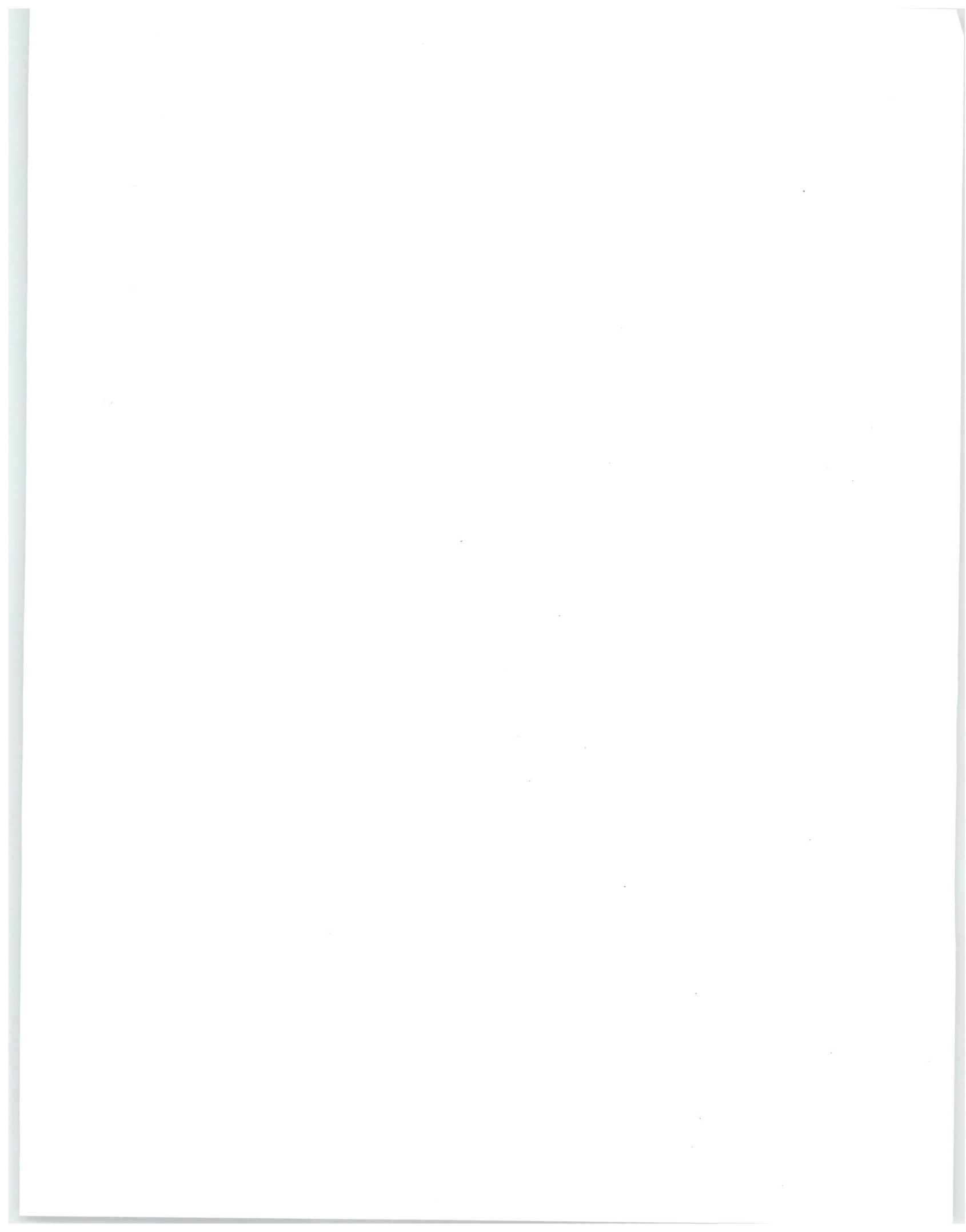
**LOI SUR LA GOUVERNANCE DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT ET MODIFIANT
DIVERSES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES**

AMENDEMENT

ARTICLE 82 (article 48)

Supprimer, dans l'article 48 proposé par l'article 82 du projet de loi, les mots « Ce rapport doit inclure une opinion sur la qualité des contrôles internes. ».

Adopté



Projet de loi 53

**Loi sur la gouvernance des sociétés
d'État
et modifiant diverses dispositions
législatives**

Article 83.1

AMENDEMENT:

Insérer l'article suivant après l'article 83 :

83.1. L'article 52.1 de cette loi est modifié par l'insertion, dans le texte anglais et avant les mots «chief executive officer», des mots «president and».

Adopté ✓

Projet de loi 53

**Loi sur la gouvernance des sociétés
d'État
et modifiant diverses dispositions
législatives**

Article 98.1

AMENDEMENT:

Insérer l'article suivant après l'article 98 :

98.1. L'article 17.6 de cette loi est modifié par le remplacement, dans le texte anglais du sixième alinéa, du mot «chairman» par le mot «chair».

Adopté

AM 12
Art. 99

PROJET DE LOI N° 53

**LOI SUR LA GOUVERNANCE DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT ET MODIFIANT
DIVERSES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES**

AMENDEMENT

ARTICLE 99

À l'article 99 du projet de loi, remplacer dans la deuxième ligne du troisième alinéa de l'article 19, «aux articles 38» par «aux articles 36, 38 ».

Adopté

AM 171
Art. 100

PROJET DE LOI N° 53

**LOI SUR LA GOUVERNANCE DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT ET MODIFIANT
DIVERSES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES**

AMENDEMENT

ARTICLE 100 (article 20)

Supprimer, dans l'article 20 proposé par l'article 100 du projet de loi, les mots
« Ce rapport doit inclure une opinion sur la qualité des contrôles internes. ».

Adopté

AM 20
Art. 103

PROJET DE LOI N° 53

**LOI SUR LA GOUVERNANCE DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT ET MODIFIANT
DIVERSES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES**

AMENDEMENT

ARTICLE 103 (article 23.0.18)

Supprimer, dans le deuxième alinéa de l'article 23.0.18, les mots « Ce rapport doit inclure une opinion sur la qualité des contrôles internes. ».

Adopté

AM 21
Art. 104

PROJET DE LOI N° 53

LOI SUR LA GOUVERNANCE DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT ET MODIFIANT DIVERSES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

AMENDEMENT

ARTICLE 104 (article 23.0.19)

Remplacer l'article 104 du projet de loi par le suivant :

« **104.** L'article 23.0.19 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans le premier alinéa, des mots « président et directeur général » par les mots « président-directeur général »;

2° par le remplacement, dans le deuxième alinéa, des mots « président et directeur général » par les mots « président du conseil et le président-directeur général ».

Adopté

Projet de loi 53

**Loi sur la gouvernance des sociétés
d'État
et modifiant diverses dispositions
législatives**

Article 106.1

AMENDEMENT:

Insérer l'article suivant après l'article 106 :

106.1. L'article 8 de cette loi est modifié par le remplacement, dans le texte anglais, des mots «president and managing director» par les mots «president and chief executive officer».

Adopté

AM 23
Art. 112

PROJET DE LOI N° 53

**LOI SUR LA GOUVERNANCE DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT ET MODIFIANT
DIVERSES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES**

AMENDEMENT

ARTICLE 112 (article 60)

Supprimer, dans l'article 60 proposé par l'article 112 du projet de loi, les mots
« Ce rapport doit inclure une opinion sur la qualité des contrôles internes. ».

Adopté

AM24
Art. 113

PROJET DE LOI N° 53

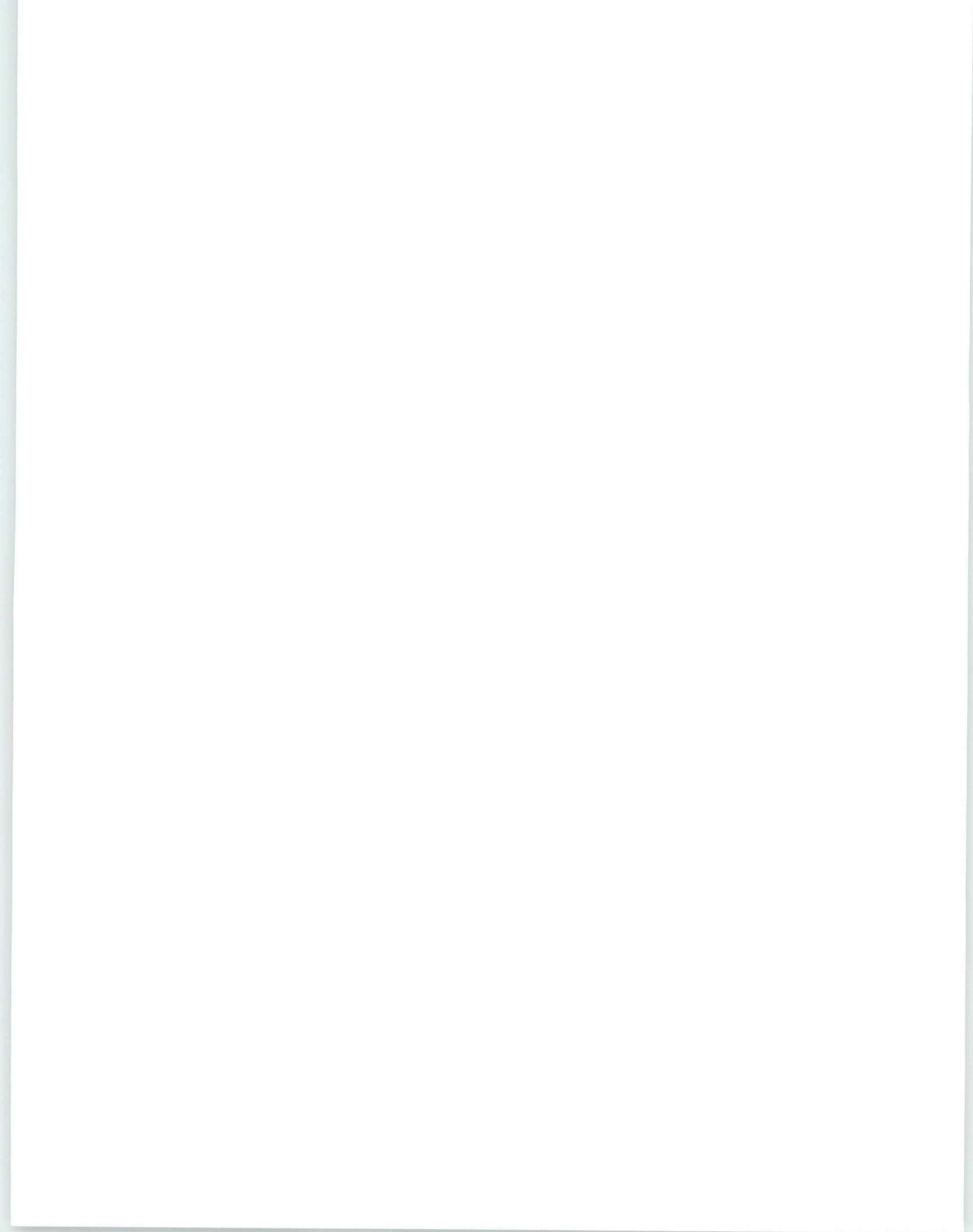
**LOI SUR LA GOUVERNANCE DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT ET MODIFIANT
DIVERSES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES**

AMENDEMENT

ARTICLE 113 (article 6.3)

Supprimer, à l'article 113 du projet de loi, l'article 6.3.

Adopté



AM25
A.I. 121

PROJET DE LOI N° 53

**LOI SUR LA GOUVERNANCE DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT ET MODIFIANT
DIVERSES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES**

AMENDEMENT

ARTICLE 121 (article 24)

Remplacer l'article 24, proposé par l'article 121 du projet de loi, par le suivant :

« **24.** Les livres et comptes de la Société sont vérifiés chaque année conjointement par le vérificateur général et par un vérificateur externe nommé par le gouvernement. La rémunération de ce dernier est payée à même les revenus de la Société. Leur rapport conjoint doit accompagner le rapport annuel d'activités de la Société. ».

Adopté

Projet de loi 53

**Loi sur la gouvernance des sociétés
d'État
et modifiant diverses dispositions
législatives**

Article 126.1

AMENDEMENT:

Insérer l'article suivant après l'article 126:

126.1. L'article 14.1 de cette loi est modifié par le remplacement, dans le texte anglais, des mots «chairman of the board» par les mots «chair of the board».

Baptiste

AM 28
Al. 132

PROJET DE LOI N° 53

**LOI SUR LA GOUVERNANCE DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT ET MODIFIANT
DIVERSES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES**

AMENDEMENT

ARTICLE 132 (article 15.3)

Supprimer, dans l'article 15.3 proposé par l'article 132 du projet de loi, les mots
« Ce rapport doit inclure une opinion sur la qualité des contrôles internes. ».

Appré w

**LOI SUR LA GOUVERNANCE DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT ET MODIFIANT
DIVERSES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES**

AMENDEMENT

ARTICLE 133

Remplacer l'article 133 du projet de loi par le suivant :

«**133.** L'article 17 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans le premier alinéa, des mots « faire au ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation un » par les mots « transmettre au ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation ses états financiers ainsi qu'un » ;

2° par le remplacement des deuxième et troisième alinéas par les suivants :

«Le ministre dépose les états financiers et le rapport d'activités devant l'Assemblée nationale dans les 15 jours de leur réception ou, si elle ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise de ses travaux.

La Société doit, en outre, fournir en tout temps au ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation tout renseignement concernant celle-ci et ses filiales. ».

Adopté

AM 21
Al. 137

PROJET DE LOI N° 53

LOI SUR LA GOUVERNANCE DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT ET MODIFIANT DIVERSES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

AMENDEMENT

ARTICLE 137

Remplacer l'article 137 du projet de loi par le suivant :

« **137.** L'article 23 de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01) est modifié par l'ajout, à la fin, des alinéas suivants :

« Le vérificateur général peut confier en tout ou en partie à un autre vérificateur la vérification des livres et comptes d'un organisme du gouvernement, d'une entreprise du gouvernement ou d'un fonds qu'ils administrent ainsi que de tout autre organisme dont il est tenu de vérifier les livres et comptes, sauf un organisme public visé par l'article 3, mais il demeure responsable de cette vérification.

L'entreprise, ainsi que l'organisme ou le fonds dont moins de la moitié des revenus proviennent du fonds consolidé du revenu ou d'autres fonds administrés par un organisme public, ou les deux à la fois, assume alors les honoraires et frais du vérificateur désigné en vertu du deuxième alinéa. ».

Adopté 4/

AM 50
A.I. 07-1

Version du 1^{er} décembre 2006 à 16h30

PROJET DE LOI N° 53

LOI SUR LA GOUVERNANCE DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT ET MODIFIANT DIVERSES
DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

AMENDEMENT

ARTICLE 137.1

Insérer, après l'article 137 du projet de loi, l'article suivant :

« **137.1** L'article 24 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la troisième ligne du premier alinéa et après le mot « nommé », de ce qui suit :

« pour agir seul en cette matière, ».

Adopté
41

AM 31
AL 139

PROJET DE LOI N° 53

LOI SUR LA GOUVERNANCE DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT ET MODIFIANT
DIVERSES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

AMENDEMENT

ARTICLE 139

Modifier l'article 139 du projet de loi :

1° par le remplacement, dans la troisième ligne du premier alinéa, des mots « est poursuivi » par « est, pour sa durée non écoulée, poursuivi »;

2° par la suppression du deuxième alinéa;

3° par le remplacement, dans le troisième alinéa, des mots « sont poursuivis » par « sont, pour leur durée non écoulée, poursuivis ».

Adopté

AH 32
Art. 140

PROJET DE LOI N° 53

LOI SUR LA GOUVERNANCE DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT ET MODIFIANT DIVERSES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

AMENDEMENT

ARTICLE 140

Modifier l'article 140 du projet de loi :

1° par le remplacement, dans la troisième ligne du premier alinéa, des mots « est poursuivi » par « est, pour sa durée non écoulée, poursuivi »;

2° par la suppression du deuxième alinéa;

3° par le remplacement, dans le troisième alinéa, des mots « sont poursuivis » par « sont, pour leur durée non écoulée, poursuivis ».

Adopté

AM 53
A. 141

PROJET DE LOI N° 53

LOI SUR LA GOUVERNANCE DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT ET MODIFIANT DIVERSES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

AMENDEMENT

ARTICLE 141

Modifier l'article 141 du projet de loi :

1° par le remplacement, dans la troisième ligne du premier alinéa, des mots « est poursuivi » par « est, pour sa durée non écoulée, poursuivi »;

2° par la suppression du deuxième alinéa.

Adopté
W

AH 31
Art. 142

PROJET DE LOI N° 53

LOI SUR LA GOUVERNANCE DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT ET MODIFIANT
DIVERSES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

AMENDEMENT

ARTICLE 142

À l'article 142 du projet de loi, remplacer dans la troisième ligne du premier alinéa, les mots « est poursuivi » par « est, pour sa durée non écoulée, poursuivi ».

Adopté

AM 35
Art. 143

PROJET DE LOI N° 53

LOI SUR LA GOUVERNANCE DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT ET MODIFIANT DIVERSES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

AMENDEMENT

ARTICLE 143

Modifier l'article 143 du projet de loi :

1° par le remplacement, dans la troisième ligne du premier alinéa, des mots « est poursuivi » par « est, pour sa durée non écoulée, poursuivi »;

2° par la suppression du deuxième alinéa;

3° par le remplacement, dans le troisième alinéa, des mots « sont poursuivis » par « sont, pour leur durée non écoulée, poursuivis ».

Adopté

AM 36
A. 144

PROJET DE LOI N° 53

**LOI SUR LA GOUVERNANCE DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT ET MODIFIANT
DIVERSES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES**

AMENDEMENT

ARTICLE 144

Modifier l'article 144 du projet de loi :

1° par le remplacement, dans la troisième ligne du premier alinéa, des mots « est poursuivi » par « est, pour sa durée non écoulée, poursuivi »;

2° par la suppression du deuxième alinéa.

Adopté

AM 57
Al. 145

PROJET DE LOI N° 53

LOI SUR LA GOUVERNANCE DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT ET MODIFIANT DIVERSES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

AMENDEMENT

ARTICLE 145

Modifier l'article 145 du projet de loi :

1° par le remplacement, dans la troisième ligne du premier alinéa, des mots « est poursuivi » par « est, pour sa durée non écoulée, poursuivi »;

2° par la suppression du deuxième alinéa;

3° par le remplacement du troisième alinéa par le suivant :

« Le mandat du président-directeur général de cette société est, pour sa durée non écoulée, poursuivi aux mêmes conditions jusqu'à ce qu'il soit remplacé ou nommé de nouveau. Il assume la fonction de président du conseil d'administration jusqu'à ce que ce poste soit comblé conformément à l'article 14.0.2 de la Loi sur la Société générale de financement du Québec, édicté par l'article 126 de la présente loi. ».

Adopté

PROJET DE LOI N° 53

LOI SUR LA GOUVERNANCE DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT ET MODIFIANT
DIVERSES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

AMENDEMENT

ARTICLE 145.1

Insérer, après l'article 145 du projet de loi, les suivants :

« **145.1.** Pour l'application des articles 34 et 35 de la présente loi, une société visée à l'article 2 de la présente loi qui a un plan stratégique en application le (*indiquer ici la date de l'entrée en vigueur du présent article*) doit, au plus tard à la date d'échéance de ce plan, satisfaire aux exigences de ces articles. Lorsqu'aucun plan stratégique n'est en application le (*indiquer ici la date de l'entrée en vigueur du présent article*), une société doit satisfaire à ces exigences au plus tard le 31 mars 2008.

Pour l'application de l'article 11.13 de la Loi sur Hydro-Québec, édicté par l'article 53 de la présente loi, Hydro-Québec doit soumettre à l'approbation du gouvernement son plan stratégique à la date de l'échéance du plan.

« **145.2.** Une société visée à l'article 2 de la présente loi et Hydro-Québec doivent soumettre à l'approbation du gouvernement leur politique de rémunération variable applicable à leurs dirigeants et employés ainsi que celle de leurs filiales en propriété exclusive au plus tard le 31 décembre 2007.

De plus, une société visée à l'article 2 de la présente loi et Hydro-Québec ne peuvent modifier leur politique de rémunération variable en vigueur le (*indiquer ici la date de la présentation de la présente loi*) à moins que cette modification ne soit approuvée par le gouvernement.

« **145.3.** Les dispositions des articles 36, 38 et 39 de la présente loi s'appliquent à l'égard d'une société visée à l'article 2 de la présente loi et d'Hydro-Québec à compter de l'exercice financier de chacune d'elles qui se termine après le 31 mars 2007. »

Adopté

AMJO
A. 145.1, 145.2,
145.3 et 145.4
(suite)

« **145.4.** En outre des dispositions transitoires prévues à la présente loi, le gouvernement peut, par règlement pris avant le (*indiquer ici la date qui suit d'un an celle de l'entrée en vigueur du présent article*), édicter toute autre disposition transitoire ou mesure utile pour l'application de la présente loi.

Un règlement pris en vertu du présent article n'est pas soumis à l'obligation de publication prévue à l'article 8 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., chapitre R-18.1) ni au délai d'entrée en vigueur prévu à l'article 17 de cette loi. ».

Adopté ✓

AM 39
Art. 146

PROJET DE LOI N° 53

LOI SUR LA GOUVERNANCE DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT ET MODIFIANT
DIVERSES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

AMENDEMENT

ARTICLE 146

À l'article 146 du projet de loi, remplacer le deuxième alinéa de l'article 146 par le suivant :

«Toutefois, le gouvernement peut déterminer qu'une société visée à l'article 2 de la présente loi, Hydro-Québec ou la Caisse de dépôt et placement du Québec soit assujettie, à compter de toute date comprise entre le *(indiquer ici la date la date d'entrée en vigueur du présent article)* et le 1er janvier 2010, aux dispositions prévues au premier alinéa qui lui sont applicables.».

Adopté

AM40
Art. 138.1

PROJET DE LOI N° 53

LOI SUR LA GOUVERNANCE DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT ET MODIFIANT DIVERSES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

AMENDEMENT

ARTICLE 138.1

Insérer, après l'intitulé du chapitre XI du projet de loi, les articles suivants :

« 138.1. Les exigences relatives au nombre de membres indépendants d'un conseil d'administration et celles relatives à l'indépendance du président de celui-ci, prévues au premier alinéa de l'article 4 de la présente loi et au premier alinéa de l'article 4.0.6 de la Loi sur Hydro-Québec édicté par l'article 48 de la présente loi, ainsi que l'exigence prévue au deuxième alinéa de l'article 19 de la présente loi et celles prévues au deuxième alinéa de l'article 7.6 de la Loi sur Hydro-Québec édicté par l'article 51 de la présente loi, ~~s'appliquent~~ ~~à compter de la date fixée par le gouvernement~~ à l'égard de chaque société visée à l'article 2 et d'Hydro-Québec.

*dans les meilleurs délais
et au plus tard le,*

*→ (indiquer ici la date qui suit
de 4 ans celle de l'entrée en
vigueur du présent article).*

Adopté

PROJET DE LOI N° 53

AM41
AL.147

LOI SUR LA GOUVERNANCE DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT ET MODIFIANT
DIVERSES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

AMENDEMENT

ARTICLE 147

Remplacer l'article 147 par le suivant :

« 147. Les dispositions de la présente loi entreront en vigueur le *(indiquer ici la date de la sanction de la présente loi)*, à l'exception de celles du paragraphe 1° de l'article 43 qui entreront en vigueur à la date fixée par le gouvernement.

et au plus tard le (indiquer ici la date qui suit de cinq ans celle de l'entrée en vigueur du présent article).

Adopté

AMENDMENT

le nouvel article 138.1

(
(
(
2
P
P
P
(
2

•

« **138.3** Malgré l'article 19 de la présente loi, un membre qui n'a pas obtenu le statut d'administrateur indépendant en vertu de l'article 138.1, en poste le ((indiquer ici la date qui précède celle de l'entrée en vigueur du présent article)), peut être membre d'un comité visé à cet article jusqu'à ce que le nombre des administrateurs indépendants au sein du conseil d'administration corresponde aux deux tiers des membres. » ».

Adoptiv

AM 43
A.1.15

Projet de loi n° 53 - Loi sur la gouvernance des sociétés d'État et modifiant
diverses dispositions législatives

AMENDEMENT

ARTICLE 15

1) Remplacer, dans les deuxième et troisième lignes du paragraphe 14°, les
mots « du principal dirigeant et des employés » par les mots « des employés et
des dirigeants ».

2) Insérer, après le paragraphe 14, le paragraphe suivant :

15° « Adopter des mesures d'évaluation de l'efficacité et de la performance de la
société incluant l'étalonnage avec des entreprises similaires. » *et passer à*
~~et passer à l'évaluation de la performance de la société en~~
~~incluant l'étalonnage avec des entreprises similaires~~ *une prime*
individuelle

*); les mesures rendues valables à tout
les deux ou par une prime
individuelle.*

Adopté

AM 44
Aut. 51

PROJET DE LOI N° 53

LOI SUR LA GOUVERNANCE DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT ET MODIFIANT
DIVERSES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

AMENDEMENT

ARTICLE 51 (7.2)

À l'article 51, ajouter à la fin du
paragraphe 15° de l'article 7.2 tel
qu'introduit par amendement, ce qui
suit :

« ; ces mesures seront réalisées ~~à~~ tous les
trois ans par une firme indépendante ; ».

Adopté

AM 9
Art. 34

PROJET DE LOI N° 53

LOI SUR LA GOUVERNANCE DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT ET MODIFIANT DIVERSES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

AMENDEMENT

ARTICLE 134 (article 13.8)

À l'article 134 du projet de loi :

1° remplacer, dans le paragraphe 1°, le mot « Société » par le mot « Caisse » ;

2° remplacer le paragraphe 3° par le suivant :

« 3° par le remplacement, dans le paragraphe 5°, de « 1° à 4° » par « 1° à 3° ».

Adopté

AM46
A-113

PROJET DE LOI N° 53

LOI SUR LA GOUVERNANCE DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT ET MODIFIANT DIVERSES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

AMENDEMENT

ARTICLE 13

Remplacer l'article 13 du projet de loi par le suivant :

« **13.** Le conseil d'administration désigne, selon ses priorités, l'un des présidents des comités visés à l'article 19 pour remplacer le président du conseil en cas d'absence ou d'empêchement. ».

COMMENTAIRE

Cet amendement a pour seul objet de préciser que c'est le conseil d'administration, et non le président de celui-ci, qui désigne l'un des vice-présidents des comités pour le remplacer en son absence.

Adopté

AM97
A1.34

PROJET DE LOI N° 53

LOI SUR LA GOUVERNANCE DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT ET MODIFIANT DIVERSES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

AMENDEMENT

ARTICLE 34

Modifier l'article 34 du projet de loi par le remplacement des mots « Le plan stratégique d'une société est établi suivant la forme, la teneur et la périodicité fixées par le gouvernement » par les mots « Le plan stratégique d'une société qui n'est pas assujettie à la Loi sur l'administration publique (L.R.Q., chapitre 6.01) est établi suivant la forme, la teneur déterminées par le gouvernement. ».

et la périodicité

Adopté. w

AM 48
Al. 35

PROJET DE LOI N° 53

LOI SUR LA GOUVERNANCE DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT ET MODIFIANT DIVERSES
DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

AMENDEMENT

ARTICLE 35

Modifier l'article 35 du projet de loi par l'insertion, après le mot « société », des mots
« visée à l'article 34 ».

~~34~~ [34]

Concordance

Adopté

ANNEXE II

Amendements retirés et rejetés

ART. 1

Am A

**Projet de loi n° 53 - Loi sur la gouvernance des sociétés d'État et modifiant
diverses dispositions législatives**

AMENDEMENT

ARTICLE 1

L'article 1 du projet de loi est modifié par l'ajout après le mot
«imputabilité» de la troisième ligne des mots «devant l'Assemblée nationale».

Robér

ART- 2
Am B

**Projet de loi n° 53 - Loi sur la gouvernance des sociétés d'État et modifiant
diverses dispositions législatives**

AMENDEMENT

ARTICLE 2

À l'article 2 du projet de loi, remplacer les mots « La présente loi » par les
mots « Les chapitres I à VIII ».

Revised
up

Projet de loi n° 53 - Loi sur la gouvernance des sociétés d'État et modifiant diverses dispositions législatives

AMENDEMENT

ARTICLE 12.1

Insérer, après l'article 12 du projet de loi, l'article suivant :

« **12.1** Avant de procéder à l'adoption du décret de nomination du président du conseil d'administration d'une société, le gouvernement communiquera le nom du candidat retenu à la Commission de l'administration publique. La Commission de l'Administration publique entendra le candidat pendant une période de 3 heures afin de discuter de ses expériences de gestion pertinentes et de la gestion de la société. »

Relative
yv

Art 15

Am D

PROJET DE LOI N° 53

LOI SUR LA GOUVERNANCE DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT ET MODIFIANT DIVERSES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

AMENDEMENT

ARTICLE 15

À l'article 15 du projet de loi, ^(1°) remplacer, dans les deuxième et troisième lignes du paragraphe 14°, les mots « du principal dirigeant et des employés » par les mots « des employés et des dirigeants ».

2°) insérer, après le paragraphe 14°,
le paragraphe suivant :

« 15° adoption des mesures d'évaluation
permettant de comparer l'efficacité et la performance
de la société avec celles d'entreprises similaires »

RETIVÉ
PA

**Projet de loi n° 53 - Loi sur la gouvernance des sociétés d'État et modifiant
diverses dispositions législatives**

AMENDEMENT

ARTICLE 15

Insérer, après le paragraphe 14, le paragraphe suivant :

15° «Adopter des mesures d'évaluation de l'efficacité et de la performance de la société incluant l'étalonnage avec des entreprises similaires.».

Retiré R
~~Adopté~~
M

Projet de loi n° 53 - Loi sur la gouvernance des sociétés d'État et modifiant diverses dispositions législatives

AMENDEMENT

ARTICLE 30.1

Insérer, après l'article 30 du projet de loi, l'article suivant :

« **30.1** Avant de procéder à l'adoption du décret de nomination du président-directeur général d'une société, le gouvernement communique le nom du candidat retenu à la Commission de l'administration publique. La Commission de l'Administration publique entendra le candidat pendant une période de 3 heures afin de discuter de ses expériences de gestion pertinentes et de la gestion de la société. »

Retiré

100

100

Projet de loi n° 53 - Loi sur la gouvernance des sociétés d'État et modifiant diverses dispositions législatives

AMENDEMENT

ARTICLE 32.1

Insérer, après l'article 32 du projet de loi, l'article suivant :

« **32.1** Le président du Conseil d'administration et le président-directeur général de chacune des sociétés visées par la présente loi doivent annuellement rendre compte de leur gestion devant la Commission des Finances publiques pendant une période de trois heures. »

Revisé

Al. 34
Al. 34

Projet de loi n° 53 - Loi sur la gouvernance des sociétés d'État et modifiant diverses dispositions législatives

AMENDEMENT

ARTICLE 34

L'article 34 est modifié par le remplacement des mots «Il doit notamment indiquer :» de la deuxième ligne du premier alinéa et leur remplacement par les mots suivants: « Le plan stratégique est mis à jour annuellement et doit notamment indiquer : »

rejeté
4/

10. 1/2

7/10

10. 1/2
7/10

Al. 35

AME

PROJET DE LOI N° 53

LOI SUR LA GOUVERNANCE DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT ET MODIFIANT DIVERSES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

AMENDEMENT

ARTICLE 35

Remplacer l'article 35 du projet de loi par le suivant :

« 35. Le président du conseil d'administration et le président-directeur général d'une société doivent présenter le plan stratégique de celle-ci devant la commission compétente de l'Assemblée nationale.

La Société soumet ensuite le plan stratégique à l'approbation du gouvernement. »

Retiré
✓

1.1

Projet de loi n° 53 - Loi sur la gouvernance des sociétés d'État et modifiant diverses dispositions législatives

AMJ
Art. 41

AMENDEMENT

ARTICLE 41

L'article 41 est modifié par l'ajout, après le mot «société» de la dernière ligne, des mots «et les résultats d'une analyse indépendante sur la performance et l'efficacité de la société, comprenant des mesures d'étalonnage avec des entreprises similaires».

recevable

retiré 4/11

W. H. L.

AM k
Art. 41

**Projet de loi n° 53 - Loi sur la gouvernance des sociétés d'État et modifiant
diverses dispositions législatives**

AMENDEMENT

ARTICLE 41

L'article 41 est modifié par le remplacement du chiffre «10» de la première ligne
par le chiffre «2».

Retiré
41

100
100
100
100

100
100
100
100

AM L
Art. 48

Projet de loi n° 53 - Loi sur la gouvernance des sociétés d'État et modifiant diverses dispositions législatives

AMENDEMENT

ARTICLE 48 (4.0.2)

L'article 4.0.2 proposé par l'article 48 du projet de loi 53 est modifié par l'ajout, à la fin, du nouvel alinéa suivant : «Avant de procéder à l'adoption du décret de nomination du président du conseil d'administration, le gouvernement doit communiquer le nom du candidat retenu à la Commission de l'administration publique. La Commission de l'administration publique reçoit par la suite le candidat pendant une période de 3 heures afin de discuter uniquement de ses expériences de gestion pertinentes.»

Rejeté

100
100
100

100
100
100

AM m
Art. 51

Projet de loi n° 53 - Loi sur la gouvernance des sociétés d'État et modifiant diverses dispositions législatives

~~SOUS~~ AMENDEMENT

ARTICLE 51 (7.11.)

L'article 7.11. introduit par l'article 51 du projet de loi est modifié par l'ajout, à la fin, du paragraphe suivant :

«8° de confier au Vérificateur général du Québec le mandat d'effectuer la vérification d'optimisation de la société ou, à la discrétion du Vérificateur général du Québec, de valider la vérification d'optimisation menée à l'interne par la société.»

Rejeté w

AM n
A. 51

Projet de loi n° 53 - Loi sur la gouvernance des sociétés d'État et modifiant diverses dispositions législatives

AMENDEMENT

ARTICLE 51 (7.11.)

L'article 7.11. introduit par l'article 51 du projet de loi est modifié par l'ajout, à la fin, du paragraphe suivant :

«8° de confier au Vérificateur général du Québec le mandat d'émettre un avis sur la vérification d'optimisation de la société. Cet avis du Vérificateur général du Québec sera annexé au rapport annuel de la société.»

Rejeté

1944

AM0
21.51

Projet de loi n° 53 - Loi sur la gouvernance des sociétés d'État et modifiant diverses dispositions législatives

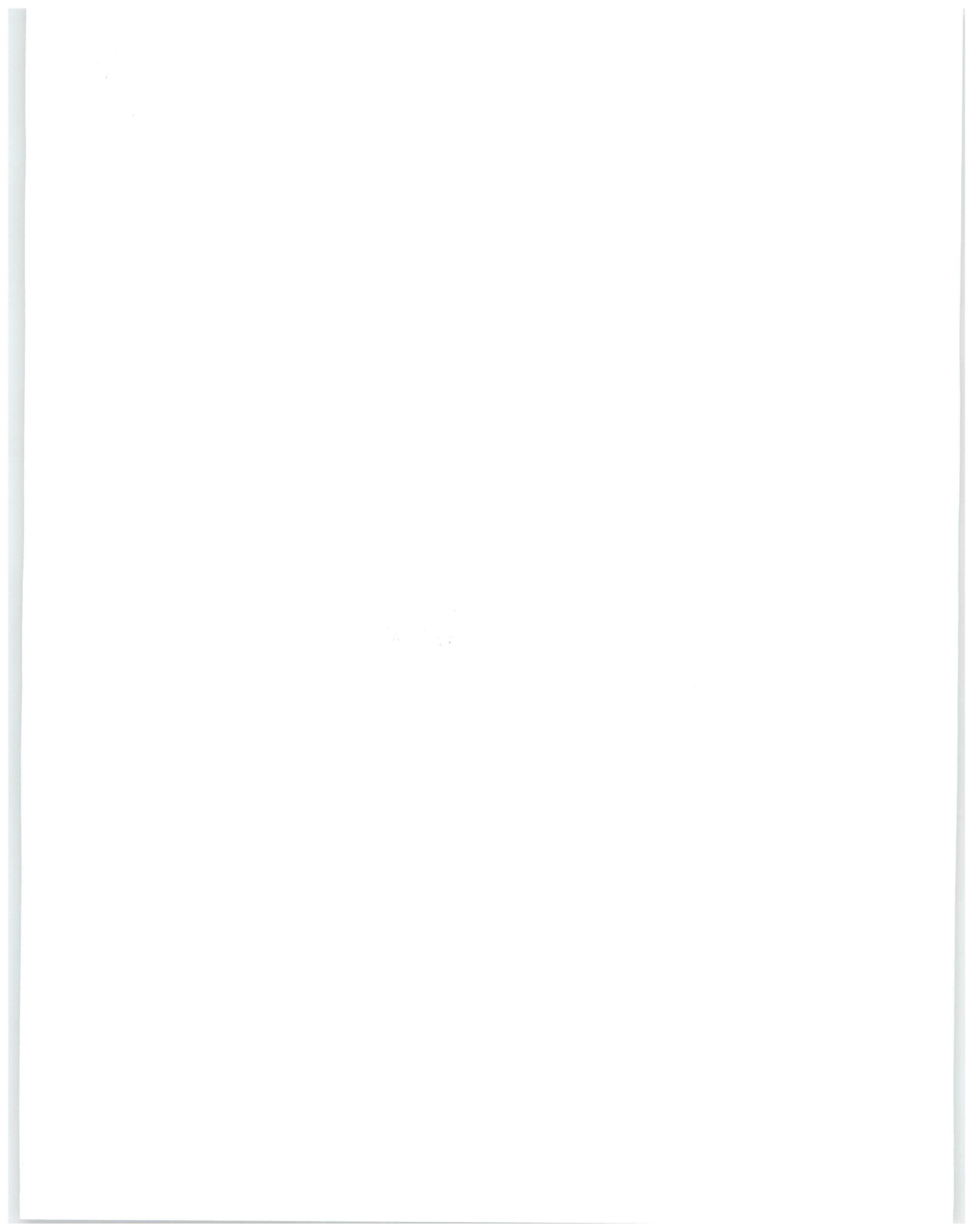
AMENDEMENT

ARTICLE 51 (7.11.)

L'article 7.11. introduit par l'article 51 du projet de loi est modifié par l'ajout, à la fin, du paragraphe suivant :

«8° de confier au Vérificateur général du Québec le mandat d'apprécier la suffisance et la qualité des travaux de vérification de l'optimisation des ressources menés dans la société. Cette appréciation du Vérificateur général du Québec sera annexé au rapport annuel de la société.»

Rejeté



Am p
Art. 51

Projet de loi n° 53 - Loi sur la gouvernance des sociétés d'État et modifiant diverses dispositions législatives

AMENDEMENT

ARTICLE 51 (7.4.)

L'article 7.4. introduit par l'article 51 du projet de loi est remplacé par le suivant :

« **7.4.** Le conseil d'administration doit évaluer l'intégrité des contrôles internes, des contrôles de la divulgation de l'information ainsi que des systèmes d'information et approuver une politique de divulgation financière.

Il doit entendre le vérificateur général à la demande de celui-ci.

Il doit également s'assurer que le comité de vérification exerce adéquatement ses fonctions. »

Retive
W

Sam a
Art. 51

Projet de loi n° 53 - Loi sur la gouvernance des sociétés d'État et modifiant diverses dispositions législatives

SOUS-AMENDEMENT

ARTICLE 51 (7.2)

L'amendement à l'article 51 qui insère, après le paragraphe 14^o de l'article 7.2, le paragraphe suivant :

«15^o adopter des mesures d'évaluation de l'efficacité et de la performance de la société incluant l'étalonnage avec des entreprises similaires».

Est sous-amendé par la suppression des mots «adopter des mesures d'évaluation» et leur remplacement par les mots suivants : «donner le mandat à une firme indépendante de procéder à une évaluation».

Retiré
W

AM ✓
Art. 138.1, 138.2
et 138.3

PROJET DE LOI N° 53

LOI SUR LA GOUVERNANCE DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT ET MODIFIANT DIVERSES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

AMENDEMENT

ARTICLES 138.1 et 138.2

Insérer, après l'intitulé du chapitre XI du projet de loi, les articles suivants :

« **138.1.** Les exigences relatives au nombre de membres indépendants d'un conseil d'administration et celles relatives à l'indépendance du président de celui-ci, prévues au premier alinéa de l'article 4 de la présente loi et au premier alinéa de l'article 4.0.6 de la Loi sur Hydro-Québec édicté par l'article 48 de la présente loi, ainsi que l'exigence prévue au deuxième alinéa de l'article 19 de la présente loi et celles prévues au deuxième alinéa de l'article 7.6 de la Loi sur Hydro-Québec édicté par l'article 51 de la présente loi, ne s'appliquent qu'à compter de la date fixée par le gouvernement à l'égard de chaque société visée à l'article 2 et d'Hydro-Québec.

Il en est de même de l'exigence relative à présence d'un membre au sein du comité de vérification devant être membre d'un ordre professionnel de comptables, prévue au deuxième alinéa de l'article 23 de la présente loi et au deuxième alinéa de l'article 7.10 de la Loi sur Hydro-Québec édicté par l'article 51 de la présente loi.

« **138.2** Le gouvernement peut, conformément à la présente loi, déterminer qu'un membre du conseil d'administration d'une société visée à l'article 2 et Hydro-Québec, en poste le *(indiquer ici la date qui précède celle de l'entrée en vigueur du présent article)*, a le statut d'administrateur indépendant.

« **138.3** Malgré l'article 19 de la présente loi, un membre qui n'a pas obtenu le statut d'administrateur indépendant en vertu de l'article 138.1, en poste le *((indiquer ici la date qui précède celle de l'entrée en vigueur du présent article))*, peut être membre d'un comité visé à cet article jusqu'à ce que le nombre des administrateurs indépendants au sein du conseil d'administration corresponde aux deux tiers des membres. » ».

Relative w

AM 5
A.J. 147

PROJET DE LOI N° 53

LOI SUR LA GOUVERNANCE DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT ET MODIFIANT
DIVERSES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

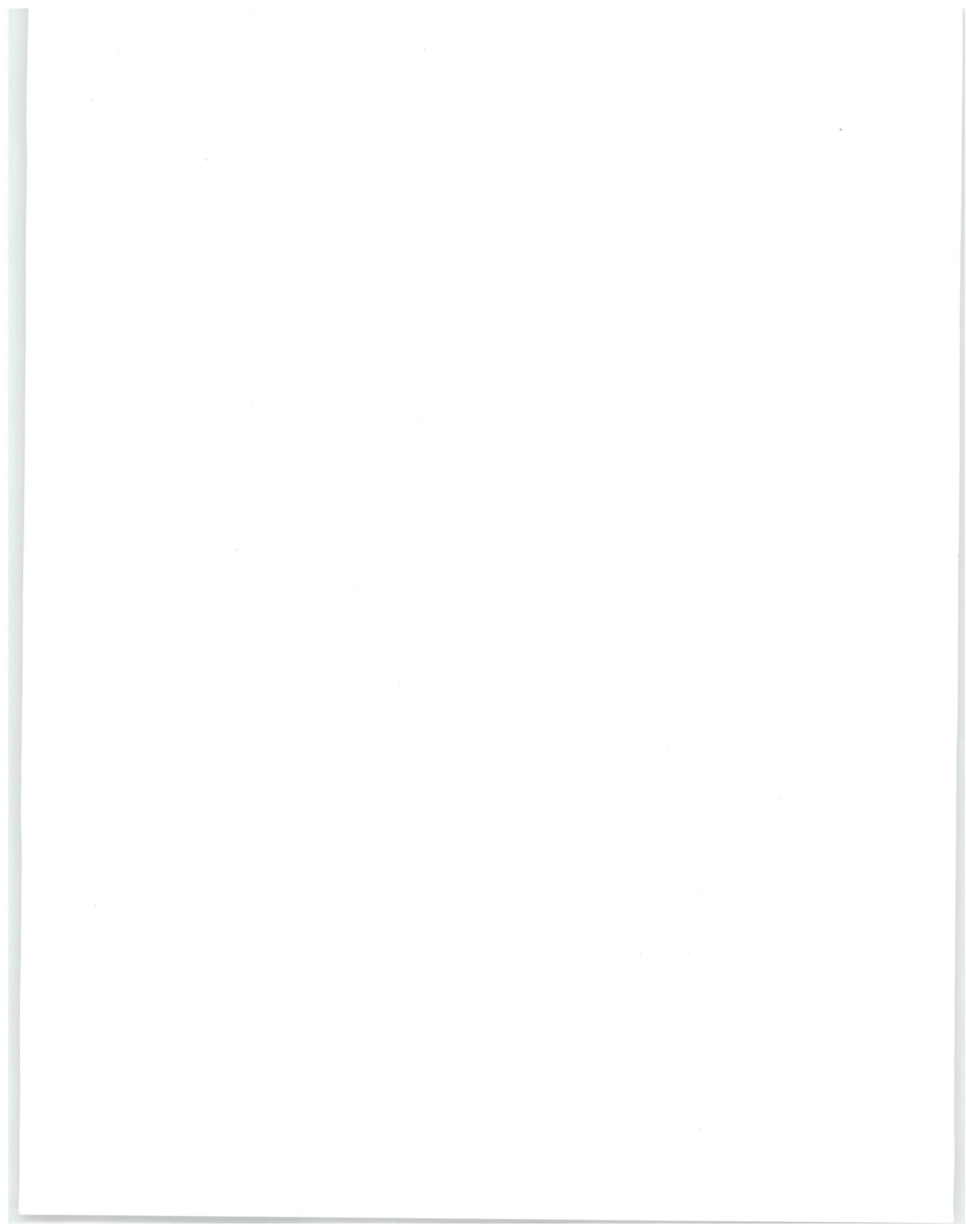
AMENDEMENT

ARTICLE 147

Remplacer l'article 147 par le suivant :

« **147.** Les dispositions de la présente loi entreront en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*), à l'exception de celles du paragraphe 1° de l'article 43 qui entreront en vigueur à la date fixée par le gouvernement.

Revue



ANNEXE III

Liste des documents déposés

Liste des documents déposés

Gouvernement du Québec. *Profil des compétences du président du Conseil d'administration de la Société des alcools du Québec (SAQ)*. Non daté.
3 p. Déposé le 1^{er} décembre 2006

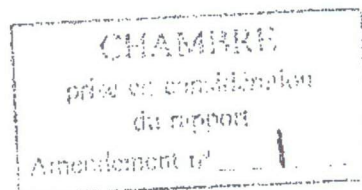
CFP-176

PROJET DE LOI N° 53 AUTEUR: M. Michel Audet, ministre des FinancesTITRE: Loi sur la gouvernance des sociétés d'État et modifiant diverses dispositions législatives- Présentation le : 2006-11-15Consultations gén. ou part. à la le Dépôt du rapport de commission: Motion de scission le : Motion de report le : - Adoption du principe le : 2006-11-29Étude détaillée à la CFP le s 2006-12-01, 04, 05, 07 et 08- Dépôt du rapport de Commission le : 2006-12-12 AM (48)Si amendement(s) en Commission : oui ☒ non ☐ Si amendement au titre : oui ☐ non ☒Si amendement(s) transmis en vertu de l'article 252 : oui ☒ non ☐de M. Michel Audet (... articles amendés)de M. (... articles amendés)de M. (... articles amendés)- Prise en considération du rapport le : 2006-12-13 AM (5)

Amendements transmis en vertu de l'article 252 et qui ont été adoptés :

de M. Michel Audetde M. de M. Si amendement(s) en vertu de l'article 257 : oui ☐ non ☒ (... articles amendés)- Adoption du projet de loi le: 2006-12-14- Sanction du projet de loi le: 2006-12-14 (2006, c. 59)

Motion de suspension des règles présentée le : Feuille de temps jointe sur: Feuille de vote jointe sur: Autres:



PROJET DE LOI N° 53
LOI SUR LA GOUVERNANCE DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT ET MODIFIANT DIVERSES
DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

AMENDEMENT

ARTICLE 15

Modifier l'article 15 du projet de loi:

1° par l'insertion dans le paragraphe 14°, tel qu'amendé, et après le mot «
rémunération», de «, incluant une politique de rémunération variable, le cas échéant, »;

2° par le remplacement, dans le paragraphe 15°, tel qu'amendé, du mot
«seront» par le mot «sont».

adopté
RB

①

PROJET DE LOI N° 53

LOI SUR LA GOUVERNANCE DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT ET MODIFIANT DIVERSES
DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

AMENDEMENT

ARTICLE 41

À l'article 41 du projet de loi tel qu'amendé, remplacer le deuxième alinéa par le suivant :

« Ce rapport contient une évaluation sur l'efficacité et la performance de la société, incluant des mesures d'étalonnage effectuées par une firme indépendante à la demande du conseil d'administration. »..

adopté
PB

PROJET DE LOI N° 53

LOI SUR LA GOUVERNANCE DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT ET MODIFIANT DIVERSES
DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

AMENDEMENT

ARTICLE 51 (7.2) (7.3)

À l'article 51 du projet de loi tel qu'amendé:

1° modifier l'article 7.2 par l'insertion, dans le paragraphe 14° et après le mot « rémunération », de « , incluant une politique de rémunération variable, le cas échéant, » et par le remplacement, dans le paragraphe 15°, du mot « seront » par le mot « sont »;

2° modifier l'article 7.3 par le remplacement de « au paragraphe 11° » par « aux paragraphes 11° et 14° »;

adapté
fb

PROJET DE LOI N° 53

LOI SUR LA GOUVERNANCE DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT ET MODIFIANT DIVERSES
DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

AMENDEMENT

ARTICLE 138.1

Remplacer l'article 138.1 du projet de loi tel qu'amendé par le suivant :

« 138.1. Les exigences relatives au nombre de membres indépendants d'un conseil d'administration et celles relatives à l'indépendance du président de celui-ci, prévues au premier alinéa de l'article 4 de la présente loi et au premier alinéa de l'article 4.0.6 de la Loi sur Hydro-Québec édicté par l'article 48 de la présente loi, ainsi que l'exigence prévue au deuxième alinéa de l'article 19 de la présente loi et celles prévues au deuxième alinéa de l'article 7.6 de la Loi sur Hydro-Québec édicté par l'article 51 de la présente loi, s'appliquent à compter de la date fixée par le gouvernement à l'égard de chaque société visée à l'article 2 et d'Hydro-Québec. Cette date doit être fixée dans les meilleurs délais et les dispositions mentionnées au présent article s'appliqueront au plus tard le *(indiquer ici la date qui suit de cinq ans celle de l'entrée en vigueur du présent article)*.

Il en est de même de l'exigence relative à présence d'un membre au sein du comité de vérification devant être membre d'un ordre professionnel de comptables, prévue au deuxième alinéa de l'article 23 de la présente loi et au deuxième alinéa de l'article 7.10 de la Loi sur Hydro-Québec édicté par l'article 51 de la présente loi.

adopté
fb

PROJET DE LOI N° 53

LOI SUR LA GOUVERNANCE DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT ET MODIFIANT DIVERSES
DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

AMENDEMENT

ARTICLE 145.3

À l'article 145.3 du projet de loi tel qu'amendé, remplacer «s'appliquent» par «et des articles 20.1, 20.3 et 20.4 de la Loi sur Hydro-Québec, édictés par l'article 60 de la présente loi, s'appliquent respectivement ».

adapté
JLB

ASSEMBLÉE NATIONALE
Direction de la recherche en procédure parlementaire

RÉSULTATS DE L'ÉTUDE DE LA RECEVABILITÉ DES AMENDEMENTS
DU RAPPORT D'UNE COMMISSION (ART. 252 RAN)

Rapport de la commission : CFP

Projet de loi n° : 53

Amendements transmis par : A. Montmigny

Date : 12 décembre 2006

APRÈS AVOIR FAIT L'ÉTUDE DES AMENDEMENTS TRANSMIS PAR LE SECRÉTARIAT
DE L'ASSEMBLÉE, J'EN VIENS AUX CONCLUSIONS SUIVANTES:

* * * *

Articles amendés : 15, 51 (7.2 et 7.3), 41, 138.1, 145.3

Auteur des amendements : Ministre des finances

- ☒ [X] amendements recevables en totalité;
- ☐ [] amendement(s) est/sont recevable(s);
- ☐ [] amendement(s) est/sont irrecevable(s), c'est-à-dire amendement(s) n° (voir formulaire en annexe);
- ☐ [] amendement(s) irrecevable(s), sauf si le président accepte d'en corriger la forme, c'est-à-dire amendement(s) n° (voir formulaire en annexe).

* * * *

* * * *

SIGNATURES:

DATE :

SECRÉTAIRE DE GARDE :

12/02/06 PS

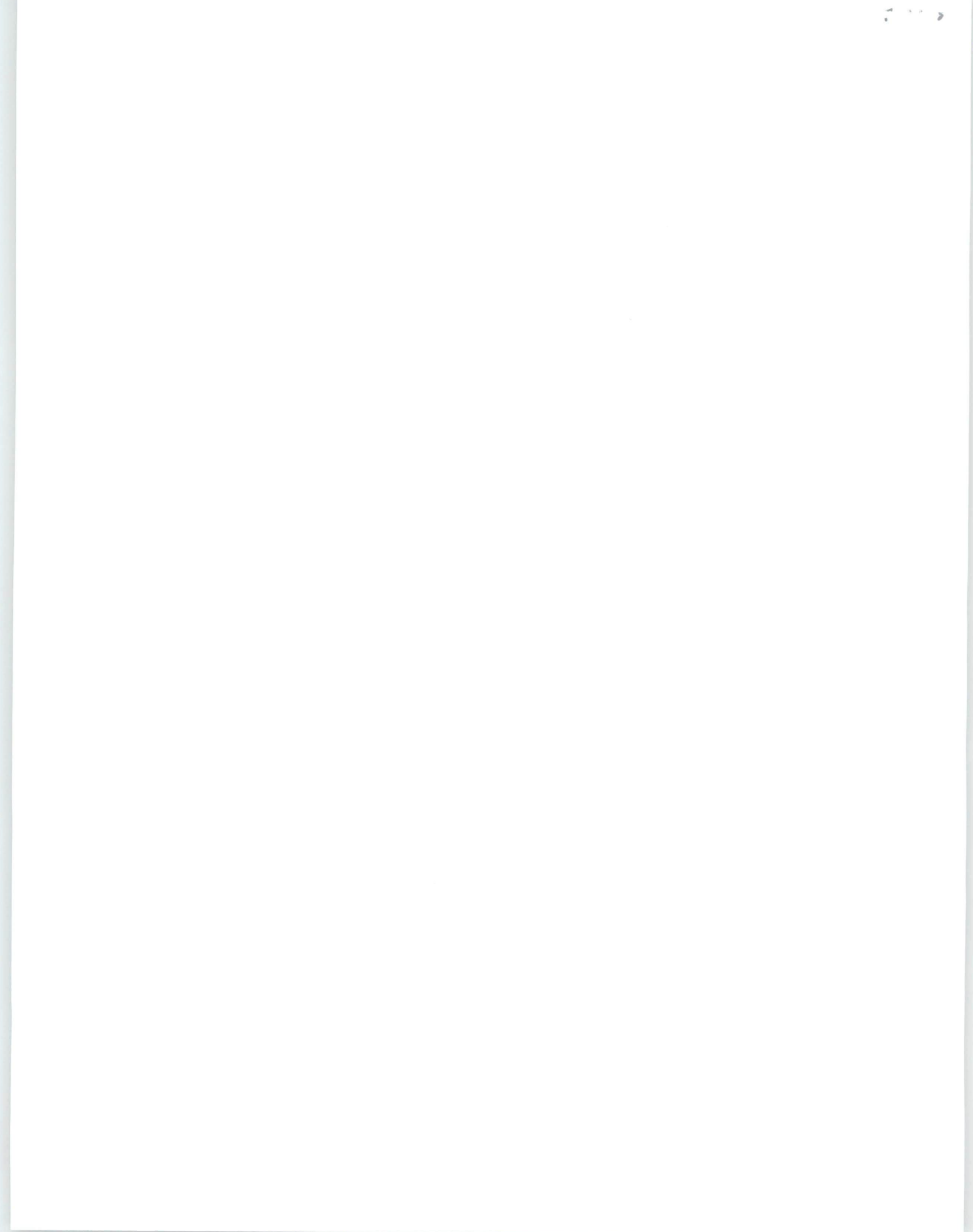

DATE :

DIRECTEUR GÉNÉRAL ou DIRECTRICE DU
SECRÉTARIAT DE L'ASSEMBLÉE :

DATE :

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL :

N.B.: Documents transmis au secrétaire général et à la directrice du Secrétariat de l'Assemblée.



**Nouveaux amendements que le ministre des Finances souhaite déposer pour
l'adoption du projet de loi n° 53**



ACCUSÉ DE RÉCEPTION

AMENDEMENT TRANSMIS AU BUREAU DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
EN VERTU DE L'ARTICLE 252 DU RÈGLEMENT

Rapport de la : **Commission des finances publiques**

Déposé le : **12 décembre 2006**

Projet de loi n° 53 **Loi sur la gouvernance des sociétés d'État et modifiant diverses dispositions législatives**

Articles 15, 145.3, 51, 41, 138.1

Nombre d'amendements 5 amendements en remplacement de ceux

Amendements transmis par Lynne Leblanc transmis à 13h24

Au nom de : ministre des Finances

Date 12 décembre 2006

Heure 18h35

Amendements reçus par MANON VOYER

Signature Manon Voyer



[Signature]
12 décembre 2006
19 h 45

Cabinet du leader
du gouvernement

Québec, le 12 décembre 2006

Monsieur François Côté
Secrétaire général de l'Assemblée nationale
Édifice Pamphile Le-May, Bureau 2.54
1035, des Parlementaires
Québec (Québec)
G1A 1A3

Objet : Amendements au PL n° 53 (transmis en vertu de l'art. 252 RAN)

Monsieur le Secrétaire général,

Conformément aux dispositions de l'article 252 du Règlement de l'Assemblée nationale, je vous transmets, au nom du ministre des Finances, copies des amendements **en remplacement de ceux envoyés plus tôt**, que le ministre entend soumettre aux membres de l'Assemblée lors du débat sur la prise en considération du rapport de la Commission.

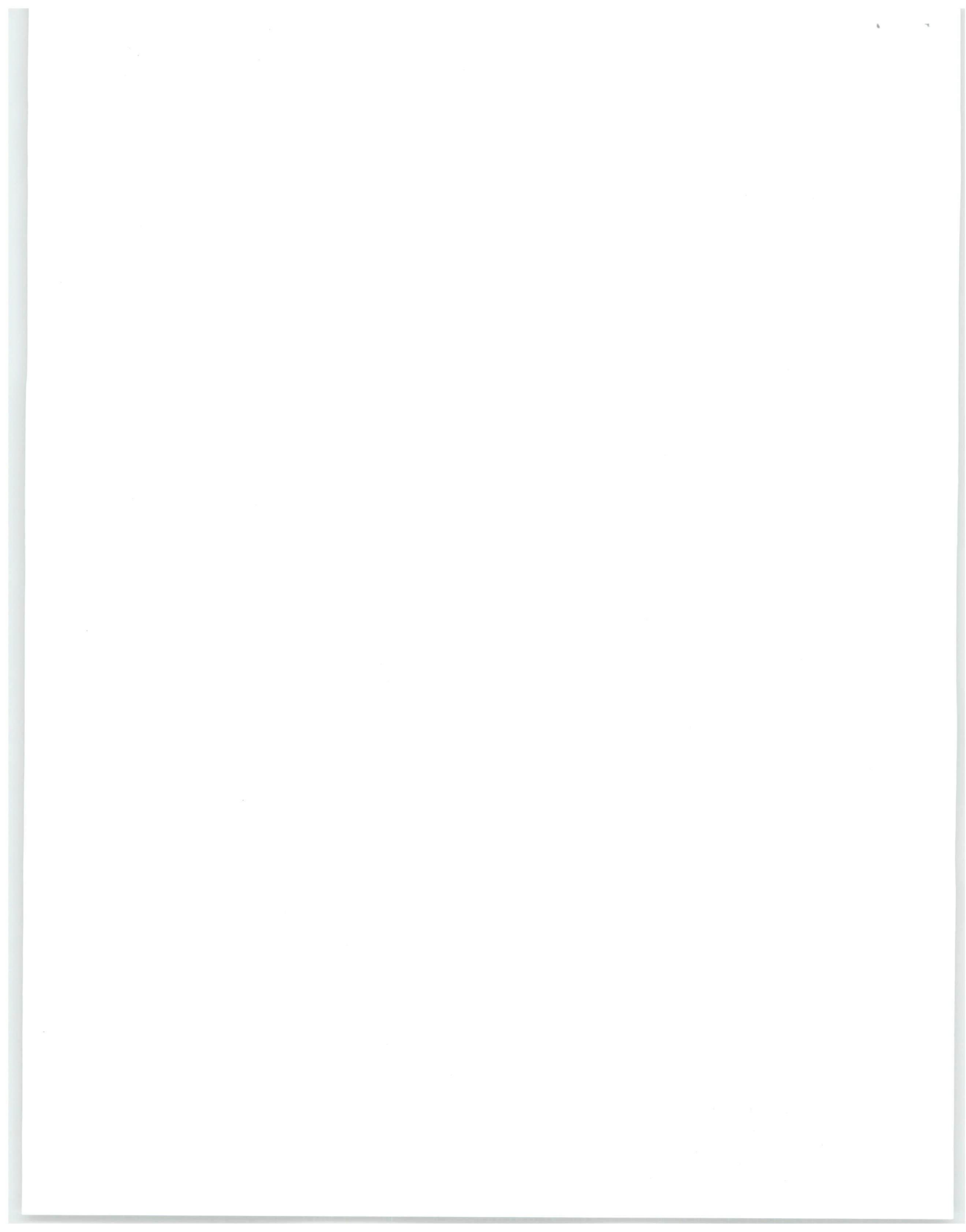
En conséquence, je vous serais gré, de ne pas tenir compte de l'envoi précédent à du sujet.

Espérant le tout conforme, je vous prie de recevoir, monsieur le Secrétaire général, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

[Signature]
La directrice de cabinet
Anik Montminy

p.j.

c.c. Mme Manon Voyer, responsable du *Feuilleton*



PROJET DE LOI N° 53

LOI SUR LA GOUVERNANCE DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT ET MODIFIANT
DIVERSES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

AMENDEMENT

ARTICLE 15

Modifier l'article 15 du projet de loi tel qu'amendé par le remplacement, dans le paragraphe 15°, du mot «seront» par le mot «sont».

CETTE VERSION
D'AMENDEMENTS A ÉTÉ
ANNULÉE ET REMPLACÉE
PAR UNE NOUVELLE
VERSION À NOUVELLE

1. The first part of the document is a list of the names of the persons who have been named in the proceedings. The names are listed in alphabetical order, and each name is followed by a number indicating the page on which the name appears. The names are as follows:

Name	Page
1. The first part of the document is a list of the names of the persons who have been named in the proceedings. The names are listed in alphabetical order, and each name is followed by a number indicating the page on which the name appears. The names are as follows:	

PROJET DE LOI N° 53

LOI SUR LA GOUVERNANCE DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT ET MODIFIANT
DIVERSES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

AMENDEMENT

ARTICLE 41

À l'article 41 du projet de loi tel qu'amendé, remplacer le deuxième alinéa par le suivant :

« Ce rapport contient une évaluation sur l'efficacité et la performance de la société, incluant des mesures d'étalonnage effectuées par une firme indépendante à la demande du conseil d'administration. ».

PROJET DE LOI N° 53

LOI SUR LA GOUVERNANCE DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT ET MODIFIANT
DIVERSES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

AMENDEMENT

ARTICLE 51 (7.2)

À l'article 51 du projet de loi, modifier l'article 7.2 tel qu'amendé par le remplacement, dans le paragraphe 15°, du mot «seront» par le mot «sont».

PROJET DE LOI N° 53

LOI SUR LA GOUVERNANCE DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT ET MODIFIANT
DIVERSES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

AMENDEMENT

ARTICLE 138.1

Remplacer l'article 138.1 du projet de loi tel qu'amendé par le suivant :

« **138.1.** Les exigences relatives au nombre de membres indépendants d'un conseil d'administration et celles relatives à l'indépendance du président de celui-ci, prévues au premier alinéa de l'article 4 de la présente loi et au premier alinéa de l'article 4.0.6 de la Loi sur Hydro-Québec édicté par l'article 48 de la présente loi, ainsi que l'exigence prévue au deuxième alinéa de l'article 19 de la présente loi et celles prévues au deuxième alinéa de l'article 7.6 de la Loi sur Hydro-Québec édicté par l'article 51 de la présente loi, s'appliquent à compter de la date fixée par le gouvernement à l'égard de chaque société visée à l'article 2 et d'Hydro-Québec. Cette date doit être fixée dans les meilleurs délais et les dispositions mentionnées au présent article s'appliqueront au plus tard le *(indiquer ici la date qui suit de cinq ans celle de l'entrée en vigueur du présent article)*.

Il en est de même de l'exigence relative à présence d'un membre au sein du comité de vérification devant être membre d'un ordre professionnel de comptables, prévue au deuxième alinéa de l'article 23 de la présente loi et au deuxième alinéa de l'article 7.10 de la Loi sur Hydro-Québec édicté par l'article 51 de la présente loi.

2. The second part of the document describes the various methods used to collect and analyze data, including the use of statistical software and the importance of sample size and representativeness.

3. The third part of the document discusses the results of the study and the implications for future research and practice.



ACCUSÉ DE RÉCEPTION

AMENDEMENT TRANSMIS AU BUREAU DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
EN VERTU DE L'ARTICLE 252 DU RÈGLEMENT

Rapport de la : **Commission des finances publiques**

Déposé le : **12 décembre 2006**

Projet de loi n° 53 **Loi sur la gouvernance des sociétés d'État et modifiant diverses dispositions législatives**

Articles 15, 41, 51, 138.1

Nombre d'amendements 4

Amendements transmis par Mme Anik Montminy

Au nom de : ministre des Finances (M Michel Audet)

Date 12 décembre 2006

Heure 13h 24

Amendements reçus par Marian Voyer

Signature Marian Voyer



Cabinet du leader
du gouvernement

[Signature]
12/12/2006
14 h 00

Québec, le 12 décembre 2006

Monsieur François Côté
Secrétaire général de l'Assemblée nationale
Édifice Pamphile Le-May, Bureau 2.54
1035, des Parlementaires
Québec (Québec)
G1A 1A3

Objet : Amendements au PL n° 53 (transmis en vertu de l'art. 252 RAN)

Monsieur le Secrétaire général,

Conformément aux dispositions de l'article 252 du Règlement de l'Assemblée nationale, je vous transmets, au nom du ministre des Finances, copies des amendements que le ministre entend soumettre aux membres de l'Assemblée lors du débat sur la prise en considération du rapport de la Commission.

Espérant le tout conforme, je vous prie de recevoir, monsieur le Secrétaire général, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

[Signature]
La directrice de cabinet
Anik Montminy

p.j.

c.c. Mme Manon Voyer, responsable du *Feuilleton*

